

TABLEAU DE BORD DE L'ECONOMIE

Burkina Faso
Unité - Progrès - Justice

Ministère de l'Economie, des
Finances et de la prospective

Secrétariat Général

Institut National de la Statistique
et de la Démographie (INSD)



TBE n° 01/2023

Tableau de bord de l'Economie

au 1 er trimestre 2023

Juin 2023

SOMMAIRE

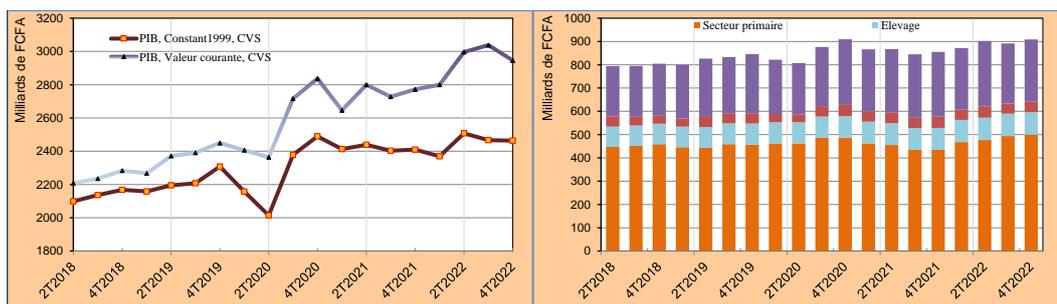
Secteur réel	3
Secteur finances publiques	10
Secteur monétaire	15
Secteur extérieur	19
Définitions et abréviations	25
Crédit des contributions	26

Secteur réel

Au premier trimestre 2023, le niveau général des prix à la consommation a enregistré une baisse de 3,2% en glissement trimestriel et une hausse de 5,7% en glissement annuel. Le recul des prix par rapport au trimestre précédent est consécutif à la baisse des prix des produits des fonctions « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (-6,0%). Le Produit Intérieur Brut (PIB) recule légèrement (-0,1%) au quatrième trimestre 2022. Cette situation résulte d'une baisse de l'activité économique dans le secteur tertiaire (-3,9%) et des hausses respectives de 1,1% et 4,1% dans les secteurs primaire et secondaire. Au quatrième trimestre 2022, la production industrielle enregistre une hausse trimestrielle de 17,2% et annuelle de 4,3%.

COMPTES NATIONAUX TRIMESTRIELS (CNT)

CNT (Milliards de FCFA)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement		
	2021	2022	2022	2022	2022	trimestriel	annuel	
En volume aux prix de l'année précédente chaînés, CVS								
Secteur primaire	434,0	468,0	477,1	494,1	499,7	1,1%	15,2%	
Agriculture	291,5	324,1	332,5	348,6	353,8	1,5%	21,4%	
Agriculture hors égrenage de coton	276,8	310,2	319,3	334,6	340,5	1,8%	23,0%	
Egrenage de coton	14,5	14,3	14,0	14,7	14,5	-1,9%	-0,4%	
Élevage	94,6	95,3	95,8	96,1	96,3	0,2%	1,8%	
Sylviculture et chasse	39,0	39,0	39,0	39,0	39,0	0,0%	0,0%	
Pêche et aquaculture	7,9	7,9	7,9	7,9	7,9	0,0%	0,0%	
Secteur secondaire	653,5	600,5	631,1	573,1	596,4	4,1%	-8,7%	
Activités extractives	302,7	271,4	279,3	239,0	253,7	6,2%	-16,2%	
Activités manufacturières	255,4	250,8	270,5	268,4	275,2	2,5%	7,8%	
Agroalimentaire	166,3	164,1	178,3	185,7	189,7	2,1%	14,0%	
Fabrication de textiles et articles d'habillements	26,7	27,1	27,0	27,0	27,0	0,0%	1,1%	
Fabrication de produits minéraux	12,9	15,7	16,0	12,6	13,3	5,8%	3,2%	
Autres industries manufacturières	48,3	43,9	48,7	43,6	45,6	4,5%	-5,5%	
Electricité - Eau - Assainissement	19,6	20,6	22,6	18,2	19,2	5,3%	-2,2%	
Construction	66,5	54,0	57,6	55,0	54,1	-1,7%	-18,8%	
Secteur tertiaire	1 027,5	1 029,6	1 111,7	1 141,3	1 097,3	-3,9%	6,8%	
Commerce et réparation	208,5	206,1	221,2	204,6	206,9	1,1%	-0,8%	
Transport et entreposage	32,6	25,4	27,6	24,4	30,5	25,3%	-6,4%	
Hébergement et restauration	42,1	39,8	47,4	47,8	43,4	-9,1%	3,2%	
Information et communication	77,0	69,2	79,3	74,4	72,8	-2,1%	-5,4%	
Services Financiers et assurances	40,0	43,1	45,6	46,3	50,6	9,5%	26,6%	
Activités immobilières	121,1	121,1	121,1	121,1	121,1	0,0%	0,0%	
Activités professionnelles, scientifiques, techniques, Services d	26,6	28,3	28,9	27,4	31,4	14,4%	17,9%	
Services d'administration publique et autres services collectifs	477,7	494,8	538,1	588,4	535,2	-9,0%	12,0%	
Impôts et taxes nets sur les produits	278,3	264,7	280,6	257,7	266,8	3,5%	-4,1%	
PIB, Volume au prix de l'année précédente	2 410,3	2 369,9	2 507,8	2 466,6	2 463,3	-0,1%	2,2%	
PIB, Valeur courante, CVS	2 771,4	2 799,4	2 996,9	3 037,9	2 945,3	-3,0%	6,3%	



Le PIB recule légèrement (-0,1%) au quatrième trimestre de l'année 2022. Cette situation est la résultante d'une baisse enregistrée dans le secteur tertiaire (-3,9%) et des hausses enregistrées respectivement de 1,1% et 4,1% dans les secteurs primaire et secondaire.

Le secteur secondaire se caractérise par une progression de l'activité économique (+4,1%). Cette croissance est tirée essentiellement par les activités extractives (+6,2%) et les activités manufacturières (+2,5%). A la différence des autres sous secteurs, le sous secteur de la construction a enregistré une baisse (-1,7%).

Dans le secteur primaire, la croissance obtenue au quatrième trimestre 2022 est faible (+1,1%) par rapport au trimestre précédent. L'agriculture et l'élevage qui constituent les deux branches du secteur ont réalisé des progressions respectives de 1,5% et de 0,2%.

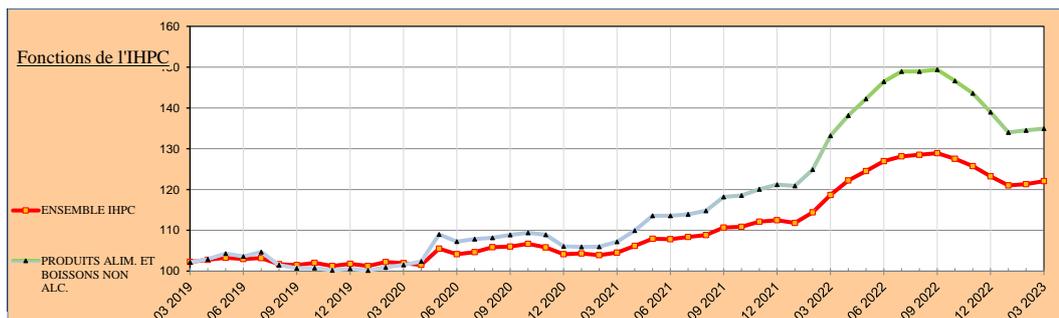
Contrairement aux secteurs secondaire et primaire, le secteur tertiaire a connu une régression (-9,0%) en variation annuelle. Cette contre-performance s'explique par la baisse de l'activité économique dans les activités d'administration publique et autres services collectifs ou personnels (-9,0%), les sous secteurs « d'information et communication » (-2,1%) et « hébergement et restauration » (-9,1%).

En variation annuelle, le PIB enregistre une hausse de 2,2%. Cette croissance est portée par le tertiaire (+6,2%) et le primaire (+15,2%). Par contre, le secteur secondaire enregistre une régression (-8,7%) par rapport au même trimestre de l'année précédente.

Source : MINEFID / INSD

INDICE HARMONISE DES PRIX A LA CONSOMMATION (IHPC)

IHPC Trimestriel Base 100 = 2014	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2022	2022	2022	2022	2023	trimestriel	annuel
ENSEMBLE IHPC	114,9	124,6	128,5	125,5	121,5	-3,2%	5,7%
PRODUITS ALIM. ET BOISSONS NON ALC.	126,3	142,3	149,1	143,1	134,5	-6,0%	6,5%
BOISSONS ALCOOLISEES, TABACS ET STUPEFIANTS	137,3	159,9	153,9	150,3	157,1	4,5%	14,5%
ART. D'HABILLEMENT ET ARTICLES CHAUSSANTS	101,6	101,6	101,7	101,7	101,7	0,0%	0,2%
LOGEMENT, EAU, ELECTRICITE, GAZ, AUTRES COMB.	97,9	102,2	105,3	105,4	108,3	2,8%	10,7%
AMEUBL., EQUIP. MENAGER, ENTRET. MAISON	101,4	101,6	101,6	102,1	102,0	0,0%	0,6%
SANTE	100,6	100,6	100,6	100,7	102,6	1,9%	2,0%
TRANSPORTS	99,2	102,6	105,3	106,3	108,3	1,8%	9,2%
COMMUNICATION	98,7	98,7	98,7	98,7	98,7	0,0%	0,0%
LOISIRS, SPECTACLES ET CULTURE	101,1	101,2	101,4	102,0	101,7	-0,3%	0,6%
ENSEIGNEMENT	112,1	112,1	112,1	114,0	114,1	0,1%	1,7%
HOTELS, CAFES, RESTAURANTS	107,3	107,3	107,9	108,8	110,2	1,3%	2,7%
AUTRES BIENS ET SERVICES	101,4	101,4	101,4	101,4	101,7	0,3%	0,3%



Au premier trimestre 2023, le niveau général des prix à la consommation a enregistré une baisse de 3,2% en glissement trimestriel et une hausse de 5,7% en glissement annuel.

Le recul des prix par rapport au trimestre précédent provient essentiellement de la baisse des prix des fonctions « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (-6,0%). On note que les fonctions « boissons alcoolisées tabac et stupéfiants » (+4,5%) et « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (+2,8%) ont connu les plus fortes inflations en variation trimestrielle. Les autres fonctions ont une variation de leurs prix entre -0,3% et 1,8%.

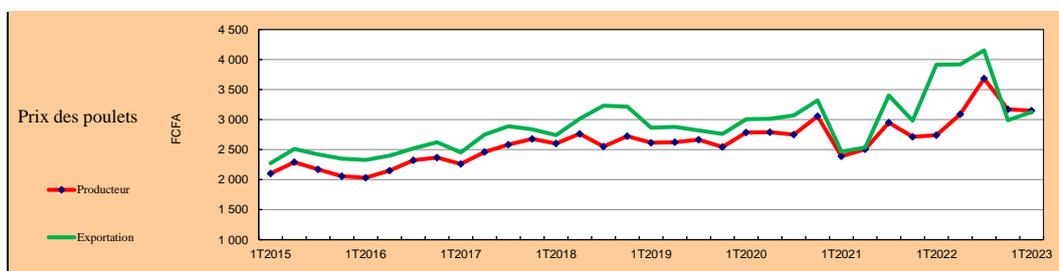
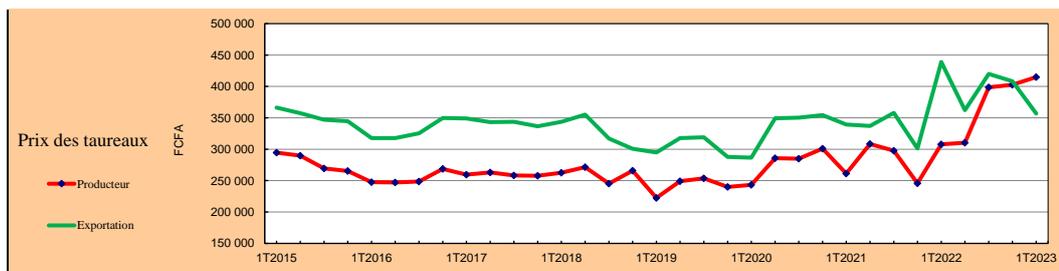
La hausse annuelle de 5,7% reste soutenue principalement par le renchérissement des « boissons alcoolisées tabacs et stupéfiants » (+14,5%), des services de « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (+10,7%), des services de « transports » (+9,2%) mais aussi des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+6,5%).

A fin mars 2023, l'inflation moyenne des 12 derniers mois est de 12,8% contre 5,8% à fin mars 2022. La hausse de l'inflation est principalement alimentée par les fonctions de consommation "produits alimentaires, des boissons alcoolisées et non alcoolisées" (+20,0%) et "boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants" (+12,1%).

Source : MINEFID / INSD

PRIX DES PRODUITS DE L'ELEVAGE

Prix sur les marchés de référence En Francs CFA	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement		
	2022	2022	2022	2022	2023	trimestriel	annuel	
	Prov							
Prix au producteur du taureau	307 780	310 333	398 539	402 618	414 864	3,0%	34,8%	
Prix à l'exportation du taureau	438 941	362 287	419 857	408 249	356 979	-12,6%	-18,7%	
Prix au producteur du bœlier	61 176	56 861	57 325	67 301	47 086	-30,0%	-23,0%	
Prix à l'exportation du bœlier	71 662	72 645	61 229	57 278	49 286	-14,0%	-31,2%	
Prix au producteur du bouc	34 190	33 750	22 649	31 238	30 122	-3,6%	-11,9%	
Prix à l'exportation du bouc	28 903	29 090	28 050	32 578	25 616	-21,4%	-11,4%	
Prix au producteur du poulet	2 741	3 089	3 683	3 170	3 150	-0,6%	14,9%	
Prix à l'exportation du poulet	3 915	3 920	4 153	2 990	3 126	4,5%	-20,2%	
Prix au producteur de la pintade	3 075	3 107	3 955	3 173	3 277	3,3%	6,6%	
Prix à l'exportation de la pintade	3 456	3 479	3 702	3 248	2 954	-9,1%	-14,5%	



Les marchés à bétail au premier trimestre 2023 ont été fortement impactés par l'insécurité créant des disparités sur les prix par rapport à 2022.

Le prix du taureau au premier trimestre de 2023 a connu une hausse sur les marchés de production tant en glissement trimestriel (3,0%) qu'en glissement annuel (34,8%). Sur les marchés d'exportation, ces prix ont varié en baisse en glissement trimestriel (-12,6%) qu'en glissement annuel (-18,7%). Cette situation pourrait s'expliquer par l'accès limité des acteurs à certains marchés les obligeants à se déporter sur tous les types de marchés accessibles.

Le prix du bœlier a connu une baisse tant sur les marchés de production que sur les marchés d'exportations respectivement en glissement trimestriel et en glissement annuel. Sur les marchés de production la baisse est de -30,0% en glissement trimestriel et de -23,0% en glissement annuel. Sur les marchés d'exportations la baisse est de -14,0% en glissement trimestriel et de -31,2% en glissement annuel. Cette situation s'expliquerait par l'absence d'acteurs étrangers principaux acheteurs de petits ruminants.

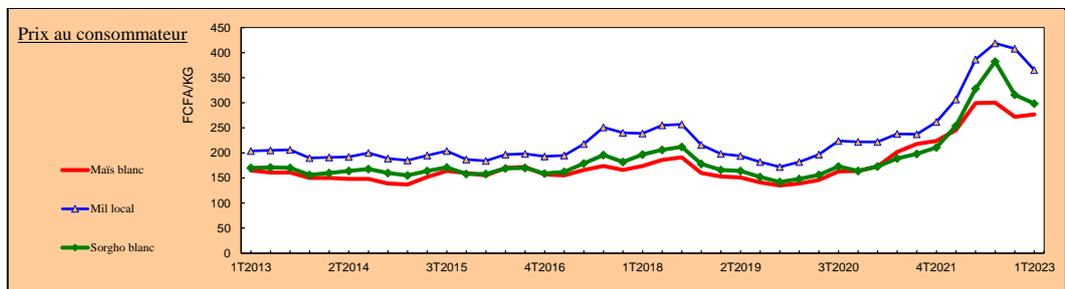
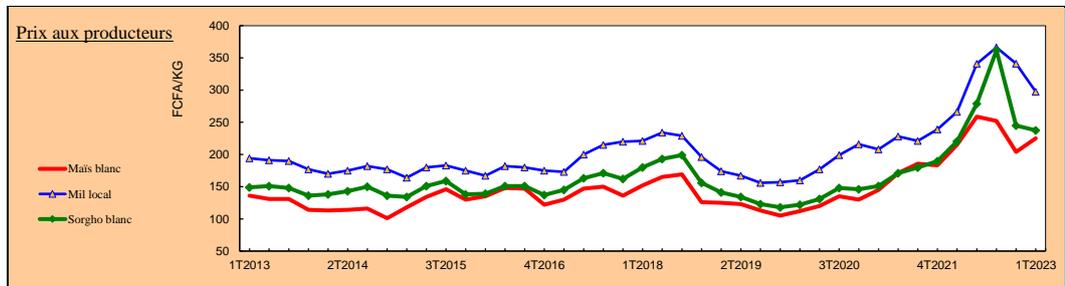
Le prix du bouc tout comme le prix de bœlier a été en baisse aussi bien sur les marchés de production que sur les marchés d'exportations. Sur les marchés de production ces ont été de -3,6% en glissement trimestriel et de -11,9% en glissement annuel. Sur les marchés d'exportation les baisses ont été de -21,4% et de -11,4% respectivement en glissement trimestriel et en glissement annuel.

Pour la volaille, le prix du poulet a été en baisse de -0,6% en glissement trimestriel et en hausse de 14,9% en glissement annuel sur les marchés de production. Sur les marchés d'exportation ces prix ont été en hausse de 4,6% en glissement trimestriel et en baisse de -20,2% en glissement annuel. Quant à la pintade, son prix a été en hausse de 3,3% et de 6,6% sur les marchés de productions respectivement en glissement trimestriel et en glissement annuel. Sur les marchés d'exportation, ces prix ont été en baisse de -9,1% et de -14,5% respectivement en glissement trimestriel et en glissement annuel.

Sources : M.R.A.H. / D.G.E.S.S.

PRIX DES PRODUITS AGRICOLES

Prix sur les marchés de référence (En Francs CFA / Kg)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2022	2022	2022	2022	2023	trimestriel	annuel
Prix au producteur du maïs blanc	215,2	258,7	252,1	204,0	225,0	10,3%	4,6%
Prix au consommateur du maïs blanc	245,5	299,4	300,4	272,0	276,9	1,8%	12,8%
Prix au producteur du mil local	266,3	340,8	366,3	341,0	297,5	-12,8%	11,7%
Prix au consommateur du mil local	306,8	386,4	418,7	408,0	365,4	-10,4%	19,1%
Prix au producteur du sorgho blanc	220,3	278,9	361,8	245,0	237,5	-3,1%	7,8%
Prix au consommateur du sorgho blanc	253,7	328,0	382,3	316,0	298,5	-5,5%	17,7%



En glissement trimestriel, sur les marchés de collecte, le sorgho blanc est la céréale dont le prix a enregistré une hausse (+10,3%) tandis que le prix du mil local baisse de 12,8% et celui du sorgho blanc de 3,1%. Sur les marchés de détail, le prix du mil local enregistre une baisse considérable de 10,4% et celui du sorgho blanc de 5,5% tandis que le prix du maïs blanc augmente de 1,8%. En effet, le prix du maïs blanc à la collecte est passé de 204 à 225 francs le KG. Celui du mil local est passé de 341 à 298 francs CFA le KG. Le prix du sorgho blanc a varié de 245 à 238 francs CFA le KG. Par ailleurs sur les marchés de détails, les niveaux de prix ont varié de manières différentes pour chacune des trois céréales et imputable à l'évolution des prix sur les marchés de collecte:

En glissement annuel, les prix ont tous évolué à la hausse. Sur les marchés de collecte, la hausse la plus élevée est enregistrée par le mil local (+11,7%) et la moins élevée par le maïs blanc (+4,6%). Sur les marchés de détails, la hausse la plus élevée concerne le mil local (+19,1%) et la moins élevée le maïs blanc (+12,8%). Ces évolutions s'expliqueraient principalement par:

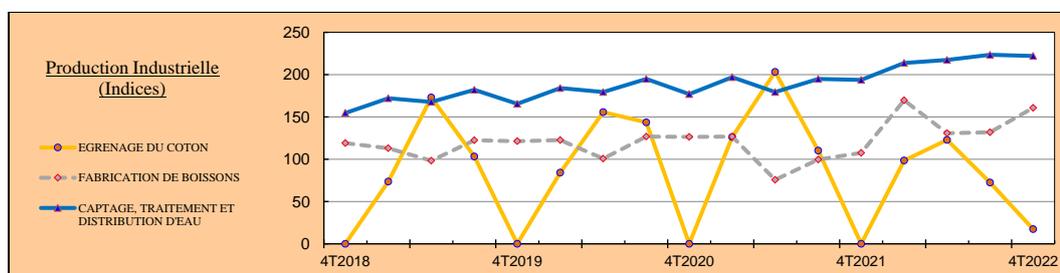
- (i) le faible niveau d'approvisionnement des marchés;
- (ii) l'accès difficile de certaines zones de collecte;
- (iii) la forte demande céréalière.

En perspectives, les prix des produits agricoles devraient évoluer à la hausse les mois à venir compte tenue de la soudure. Cependant, la vente à prix social des céréales aux personnes vulnérables de la SONAGESS pourrait aider à la régulation des prix céréaliers sur les marchés.

Sources : M.A.A.H. / SO.NA.GE.S.S.

INDICES TRIMESTRIELS CHAINES - BASE 100 EN 2015 - DIVISIONS

IHPI Trimestriel INDICES TRIMESTRIELS CHAINES - BASE 100 EN 2015 - DIVISIONS	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2021	2022	2022	2022	2022	trimestriel	annuel
EGRENAGE DU COTON	98,5	122,7	72,4	17,4	11,9	-31,8%	-88,0%
EXTRACTION DE MINERAIS MÉTALLIQUES	113,9	108,1	111,6	103,4	133,6	29,3%	17,3%
ACTIVITÉS DE SOUTIEN AUX INDUSTRIES EXTRACTIVES	260,1	229,7	227,7	315,7	219,1	-30,6%	-15,8%
FABRICATION DE PRODUITS ALIMENTAIRES	96,7	90,5	96,3	80,5	81,1	0,8%	-16,1%
FABRICATION DE BOISSONS	169,6	130,7	131,9	160,7	230,1	43,2%	35,6%
FABRICATION DE PRODUITS A BASE DE TABAC	138,8	133,1	132,3	63,4	127,5	101,0%	-8,2%
ACTIVITES DE FABRICATION DE TEXTILES	98,3	136,9	115,0	109,3	100,6	-7,9%	2,4%
FABRICATION D'ARTICLES D'HABILLEMENT	361,5	332,8	313,9	271,6	172,7	-36,4%	-52,2%
TRAVAIL DU CUIR ; FABRICATION D'ARTICLES DE VOYAGE	12,6	36,5	28,4	28,4	12,3	-56,7%	-2,8%
TRAVAIL DU BOIS ET FABRICATION D'ARTICLES EN BOIS	115,5	148,5	136,5	177,8	167,3	-5,9%	44,9%
FABRICATION DU PAPIER ET DU CARTON	355,5	423,0	304,2	198,3	215,9	8,9%	-39,3%
IMPRIMERIE ET REPRODUCTION D'ENREGISTREMENTS	173,1	215,3	204,0	124,9	203,2	62,7%	17,4%
FABRICATION DE PRODUITS CHIMIQUES	204,2	141,2	132,4	147,6	212,9	44,2%	4,3%
TRAVAIL DU CAOUTCHOUC ET DU PLASTIQUE	303,2	166,7	163,7	119,3	151,7	27,2%	-50,0%
FABRICATION DE MATERIAUX MINERAUX	106,2	94,0	90,9	102,6	102,9	0,2%	-3,1%
MÉTALLURGIE	69,7	57,1	56,3	53,7	58,4	8,8%	-16,3%
FABRICATION D'OUVRAGES EN MÉTAUX	232,1	156,0	193,0	413,8	435,5	5,2%	87,6%
FABRICATION D'EQUIPEMENTS ELECTRIQUES	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
FABRICATION DE MEUBLES ET MATELAS	269,9	262,3	295,1	266,7	192,7	-27,7%	-28,6%
AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES	295,1	356,6	72,8	52,5	123,2	134,8%	-58,2%
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ELECTRICITÉ ET DE CHALEUR	379,4	389,1	414,5	342,4	362,8	6,0%	-4,4%
CAPTAGE, TRAITEMENT ET DISTRIBUTION D'EAU	213,7	217,3	223,4	222,1	245,1	10,3%	14,7%
Ensemble	147,5	136,5	137,4	131,2	153,8	17,2%	4,3%



Au quatrième trimestre 2022, la production industrielle enregistre une hausse par rapport au troisième trimestre 2022. En effet, l'indice harmonisé de la production industrielle (IHPI) s'est établi à 153,8 en hausse de 17,2% en glissement trimestriel. Par rapport au même trimestre de 2021, l'indice enregistre une hausse de 4,3%.

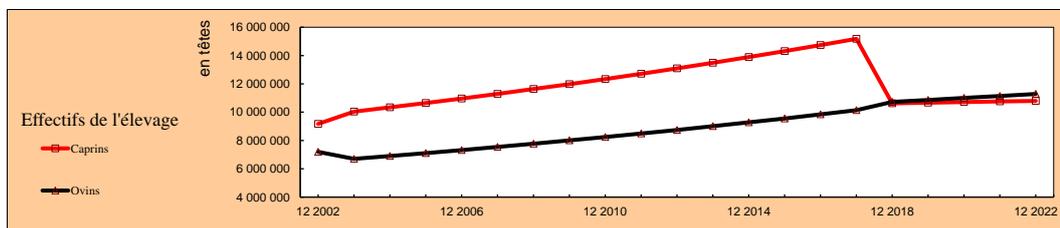
En glissement trimestriel, la hausse du rythme de l'activité industriel s'explique principalement par une forte hausse de la fabrication de produits à base de tabac (+101,0%), d'imprimerie et reproduction d'enregistrement (+62,7%), de produits chimiques (44,2%) et des autres industries manufacturières (+134,8%).

En glissement annuel, la hausse du rythme de l'activité industrielle est due essentiellement à une progression de l'activité de fabrication d'ouvrages en métaux (87,6%), du travail du bois et de fabrication d'article en bois hors meuble (+44,9%) et de fabrication de boissons (+35,6%).

Source : MINEFID / INSD

EFFECTIFS DU SECTEUR DE L'ELEVAGE

Effectifs (en têtes et en milliers de têtes)	déc 2018	déc 2019	déc 2020	déc 2021	déc 2022	Croissance moyenne	
						2018-2022	2021-2022
Effectif de bovins (en têtes)	9 165 686	9 353 367	9 544 891	9 740 337	9 939 785	2,0%	2,0%
Effectif d'ovins (en têtes)	10 725 825	10 863 212	11 002 359	11 143 288	11 286 022	1,3%	1,3%
Effectif de caprins (en têtes)	10 625 047	10 668 108	10 711 344	10 754 755	10 798 342	0,4%	0,4%
Effectif de la volaille (poules + pintades) (en milliers de têtes)	34 589 954	35 003 815	35 422 628	35 846 452	36 275 347	1,2%	1,2%

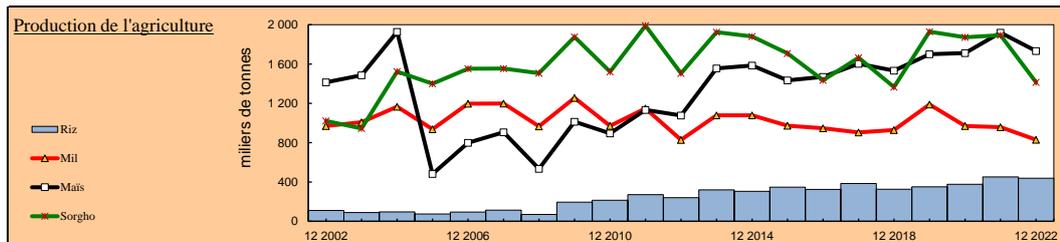


L'ENC1 réalisé en 2018 a permis de disposer des estimations des effectifs du cheptel. Des projections ont ensuite été réalisées et consignés dans le tableau ci-dessus donnant en 2022 des effectifs de 9 939 785 têtes de bovins, de 11 286 022 têtes d'ovins et de 10 798 342 tête de caprins et de 36 275 347 têtes pour la volaille (poules et pintades).

Sources : M.R.A.H. / D.G.E.S.S.

PRODUCTION DU SECTEUR DE L'AGRICULTURE

Production de l'agriculture (tonnes)	déc 2018	déc 2019	déc 2020	déc 2021	déc 2022	Croissance moyenne	
						Quinquennale	Annuel
Production brute totale de céréales	5 180 702	4 939 630	5 179 104	4 661 140	4 915 423	-1,3%	5,5%
dont : Production brute de mil	1 189 079	970 176	957 253	705 345	830 180	-8,6%	17,7%
dont : Production brute de sorgho	1 929 834	1 871 792	1 893 571	1 207 786	1 414 714	-7,5%	17,1%
dont : Production brute de maïs	1 700 127	1 710 898	1 920 101	1 853 510	1 732 460	0,5%	-6,5%
dont : Production brute de riz paddy	350 392	376 527	451 421	451 014	438 982	5,8%	-2,7%



Le quatrième trimestre 2022 a été marqué par la tenue de la deuxième session ordinaire de l'année 2022 du Comité de Prédiction de la Situation Alimentaire et Nutritionnelle (CPSA) qui s'est tenue les 17 et 18 novembre 2022.

La production céréalière prévisionnelle est estimée à 4 915 423 tonnes. Cette production est en hausse respective de 5,5% et -1,3% par rapport à la campagne agricole précédente et à la moyenne des cinq dernières années.

La production du mil local est ressortie à 830 180 tonnes, soit une hausse de 17,7% par rapport à la campagne passée et une baisse de 8,6% par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes agricoles ;

La production du Maïs s'est affichée à 1 732 460 tonnes, soit une baisse respective de 6,5% et 0,5% par rapport à l'année précédente et à la moyenne quinquennale ;

La production du Sorgho est estimée à 1 414 714 tonnes, soit une hausse notable de 17,13% par rapport à la campagne agricole passée. Par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes, cette production est en baisse de 7,5% ;

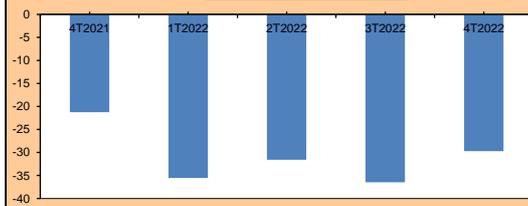
La production du riz est ressortie à 438 982 tonnes, correspondant à une baisse de 2,7% par rapport à la production définitive de la campagne agricole 2021-2022 et une hausse de 5,8% par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes ;

Le fonio enregistre une production de 8 625 tonnes, en hausse de 14,2% par rapport à la production définitive de la campagne agricole précédente et une baisse de 13,6% par rapport à la moyenne quinquennale.

La production prévisionnelle des cultures de rente est évaluée 1 572 136 tonnes et est en hausses respectives de 8,3% par rapport à la campagne passée et de 8,2% et par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes.

La production prévisionnelle des autres cultures vivrières (niébé, voandzou, igname, et patate) de la campagne agricole 2022/2023 est estimée à 889 503 tonnes soit une hausse de 28,3% et de 8,3% par rapport à la campagne précédente et par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes. Cette production se répartit comme suit :

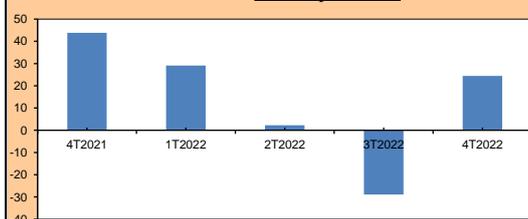
Sources : M.A.A.H. / SO.NA.G.E.S.S.

SOLDES D'OPINION (%) DES CHEFS D'ENTREPRISES...**... sur le climat des affaires****Climat des affaires**

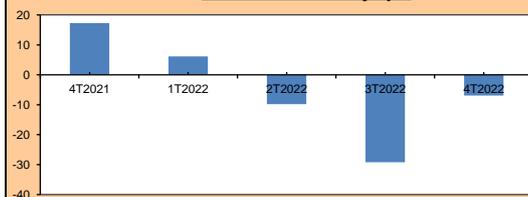
Le climat des affaires est en perpétuelle détérioration. En effet, la détérioration du climat des affaires amorcée depuis le troisième trimestre 2021 se poursuit jusqu'au quatrième trimestre 2022. Comparé au quatrième trimestre de 2021, la détérioration du climat des affaires s'est retrecie. Il faut noter que depuis 2019 on assiste à une détérioration continue du climat des affaires.

... sur les recettes**Recettes**

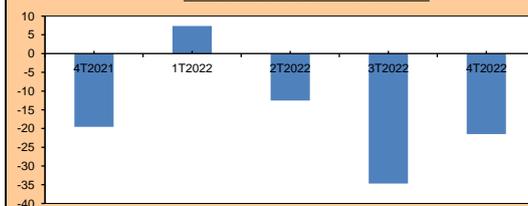
En glissement trimestriel tout comme en glissement annuel, les recettes ont connues une hausse. En effet, comparé au troisième trimestre 2022, les recettes ont connu une hausse. Par rapport au quatrième trimestre de l'année précédente, les recettes ont connue également une hausse

... sur la production**Production**

Au quatrième trimestre 2022, tout comme les recettes, la production a connu une hausse par rapport au 3ème trimestre 2022. Comparé au quatrième trimestre 2021, la production au quatrième trimestre 2022 a connu une baisse .

... sur les effectifs employés**Effectifs employés**

La hausse de l'effectif des employés amorcée depuis le deuxième trimestre 2022 s'est maintenue. En effet, au quatrième trimestre 2022, on a assisté à une baisse des effectifs employés. Comparé au troisième trimestre 2022, la baisse de l'effectif des employés est moins importante . comparé au quatrième trimestre 2021, les effectifs des employés ont baissés.

... sur la situation de la trésorerie**Trésorerie des entreprises**

La situation de la trésorerie s'est détériorée au quatrième trimestre 2022 ; une détérioration entamée depuis le deuxième trimestre 2022. Comparé au quatrième trimestre 2021, la situation est identique même si la détérioration au quatrième trimestre 2022 est beaucoup plus prononcée .

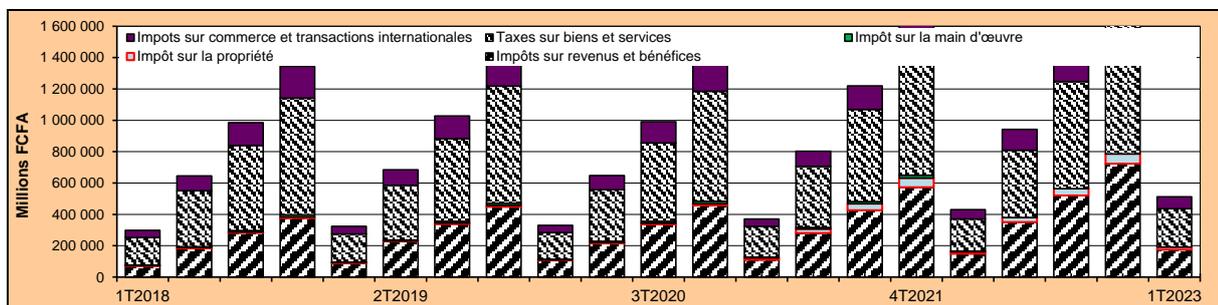
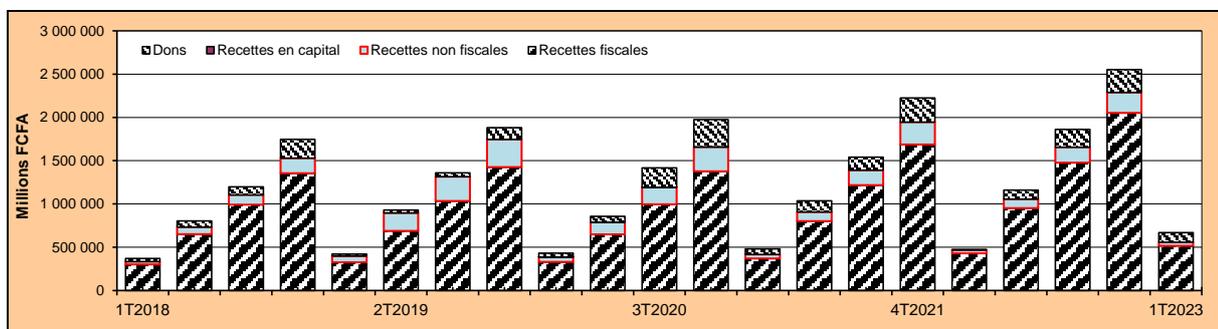
Source : MINEFID / INSD

Finances publiques

L'exécution des opérations financières de l'Etat, au 31 mars 2023, s'est soldée par un déficit (base engagement) de 181,8 milliards de FCFA, contre un déficit de 81,7 milliards de FCFA à fin mars 2022.

RECETTES TOTALES ET DONNS

RECETTES CUMULEES (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2022)	1. Trim. 2022	2. Trim. 2022	3. Trim. 2022	4. Trim. 2022	1. Trim. 2023	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.		
Recettes totales et dons	2 340 113,0	473 604,1	1 160 937,4	1 861 925,6	2 551 944,5	668 568,0	28,6%	41,2%
Recettes totales	2 000 418,0	466 775,5	1 056 048,7	1 655 066,8	2 288 253,0	558 940,0	27,9%	19,7%
Recettes courantes	2 000 418,0	466 775,5	1 056 048,7	1 655 066,8	2 288 253,0	558 940,0	27,9%	19,7%
Recettes fiscales	1 762 400,0	430 278,4	952 401,4	1 477 551,4	2 052 445,8	517 039,4	29,3%	20,2%
Impôts sur revenus et bénéfices	565 579,0	149 152,7	350 732,8	520 195,1	723 207,1	175 077,7	31,0%	17,4%
Impôt sur la main d'œuvre	17 213,0	5 098,8	9 761,6	14 026,3	18 236,4	4 905,4	28,5%	-3,8%
Taxes sur biens et services	865 586,0	204 794,5	429 745,7	684 141,3	950 667,0	244 487,1	28,2%	19,4%
Taxe sur le commerce et les transactions internationales	239 988,0	59 538,1	132 936,9	214 301,2	296 246,8	75 597,0	31,5%	27,0%
Autres recettes fiscales	1 734,0	249,8	608,6	1 069,7	2 068,4	284,1	16,4%	13,7%
Recettes non fiscales	238 017,0	36 497,1	103 647,3	177 515,4	235 807,3	41 900,6	17,6%	14,8%
Recettes en capital	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
Dons	339 695,0	6 828,6	104 888,6	206 858,8	263 691,4	109 628,0	32,3%	1505,4%
Projets	222 295,0	6 828,6	104 888,6	146 593,8	203 426,4	109 628,0	49,3%	1505,4%
Programmes	117 400,0	0,0	0,0	60 265,0	60 265,0	0,0	0,0%	



Le TOFE affiche un niveau de mobilisation des recettes totales et dons de 668,6 milliards de FCFA à fin mars 2023 contre un niveau de 473,6 milliards de FCFA à la même période en 2022, soit une hausse de 41,2% (+195,0 milliards de FCFA). Cette hausse est attribuable aussi bien à celle des recettes propres (+92,2 milliards de FCFA) que des dons (+102,8 milliards de FCFA).

Les recettes propres ont enregistré une progression de 19,7% par rapport à fin mars 2022 pour s'établir à 558,9 milliards de FCFA. Cette performance est expliquée par l'augmentation des recettes fiscales de 20,2% (+86,8 milliards de FCFA) et des recettes non fiscales de 14,8% (+5,4 milliards de FCFA).

La hausse des recettes fiscales est attribuable à l'augmentation de recouvrement des taxes sur les biens et services (+39,7 milliards de FCFA), des impôts sur les revenus et bénéfices (+25,9 milliards de FCFA), des impôts sur le commerce et les transactions internationales (+16,1 milliards de FCFA) ainsi que des impôts sur la propriété (+5,2 milliards de FCFA).

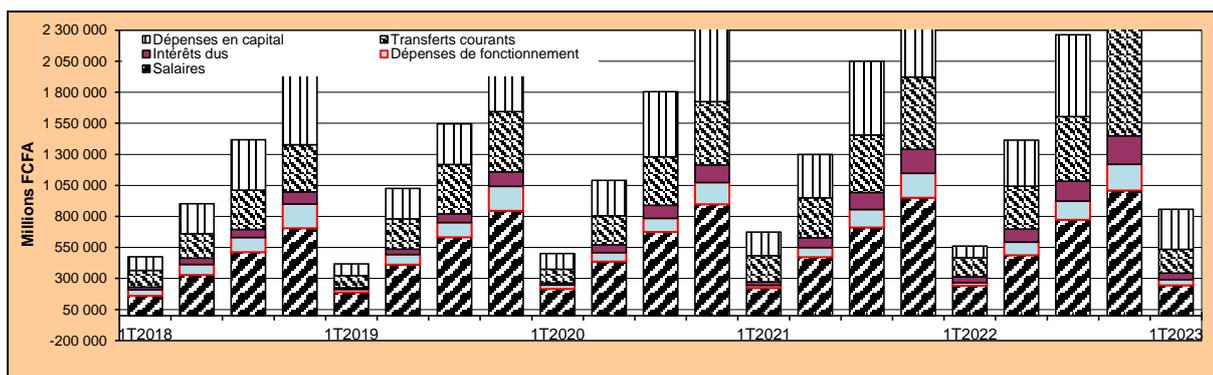
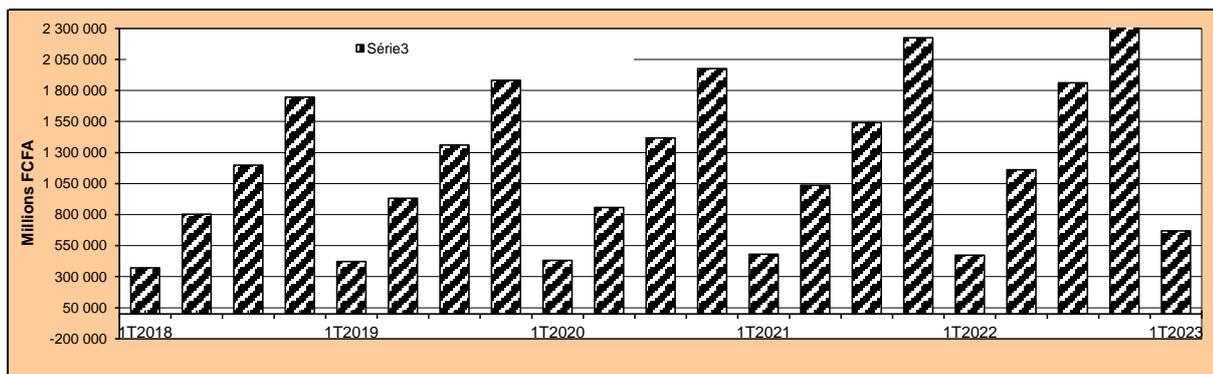
L'augmentation des recettes non fiscales s'explique principalement par la hausse des ventes non industrielles (+3,4 milliards de FCFA) et des « autres recettes non fiscales » (+2,7 milliards de FCFA).

En ce qui concerne les dons, leur mobilisation s'est affichée à 109,6 milliards de FCFA à fin mars 2023 contre 6,8 milliards de FCFA à fin mars 2022. Cette hausse est attribuable uniquement à celle des dons projets, aucun don programme n'ayant été décaissé à fin mars des années 2022 et 2023.

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

DEPENSES ET PRETS NETS

DEPENSES CUMULEES (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2022)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2022	2022	2022	2022	2023		
		Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.		
Dépenses et prêts nets	2 909 524,0	555 310,5	1 406 158,3	2 254 188,4	3 617 830,7	850 334,2	29,2%	53,1%
Dépenses	2 534 877	561 024,8	1 414 515,5	2 262 440,1	3 627 347,9	857 043,3	33,8%	52,8%
Dépenses courantes	2 367 564	467 756,2	1 044 375,6	1 604 508,1	2 353 551,7	534 792,5	22,6%	14,3%
Salaires	861 793	241 690,5	487 226,8	771 636,3	1 009 122,1	244 678,5	28,4%	1,2%
Dépenses de fonctionnement	208 400	24 345,6	105 696,9	152 041,3	210 369,8	46 643,7	22,4%	91,6%
Intérêts dus	195 800	47 619,6	105 543,1	160 803,4	229 586,8	52 111,3	26,6%	9,4%
Transferts courants	476 063	154 100,6	345 908,9	520 027,0	904 472,9	191 358,9	40,2%	24,2%
Dépenses en capital	1 026 851	93 268,6	370 139,9	657 932,0	1 273 796,2	322 250,8	31,4%	245,5%
financées sur ressources propres	670 691	60 045,0	195 481,0	397 071,7	871 376,7	117 764,8	17,6%	96,1%
Prêts nets	-9 624	-5 714,3	-8 357,3	-8 251,7	-9 517,2	-6 709,1	69,7%	17,4%



Les dépenses totales et prêts nets se sont établies à 850,3 milliards de FCFA à fin mars 2023 contre 555,3 milliards de FCFA à la même période en 2022, affichant ainsi une progression de 53,1% (+295,0 milliards de FCFA). Cette progression est attribuable à la hausse des dépenses courantes de 67,0 milliards de FCFA et à celle des dépenses en capital de 229,0 milliards de FCFA conjuguées avec une baisse des prêts nets de 1,0 milliard de FCFA.

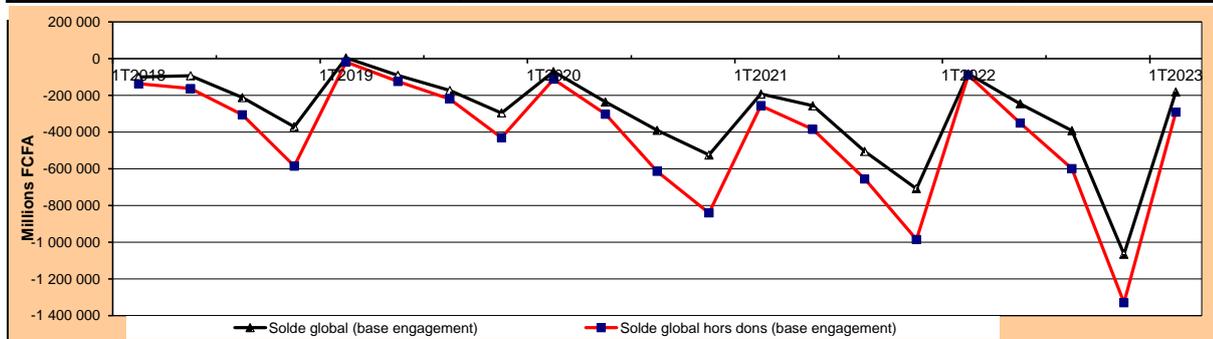
Les dépenses courantes, en augmentation de 14,3% par rapport à fin mars 2022, ont été exécutées à hauteur de 534,8 milliards de FCFA à fin mars 2023. Cette progression est expliquée par celles des dépenses de transferts courants (+37,3 milliards de FCFA), des dépenses de fonctionnement (+22,3 milliards de FCFA), des charges de la dette (+4,5 milliards de FCFA) ainsi que des dépenses de personnel (+3,0 milliards de FCFA).

Les dépenses en capital, en augmentation de 245,5% par rapport à fin mars 2022, se sont chiffrées à 322,3 milliards de FCFA à fin mars 2023. Cette hausse s'explique par l'augmentation des investissements financés sur ressources extérieures de 172,0 milliards de FCFA et des investissements financés sur ressources propres de 57,7 milliards de FCFA, les transferts en capital et restructuration ayant connu une baisse (-0,7 milliard de FCFA).

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

SOLDES ET FINANCEMENT

SOLDE GLOBAL	Prévision budgétaire (2022)	1. Trim. 2022	2. Trim. 2022	3. Trim. 2022	4. Trim. 2022	1. Trim. 2023	Taux d'exécution	Glissement annuel
(Cumulés, millions Francs CFA)		Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.		
Solde global (base engagement)	-569 412,0	-81 706,4	-245 220,9	-392 262,8	-1 065 886,2	-181 766,2	31,9%	122,5%
Solde global hors dons (base engagement)	-909 107,0	-88 535,0	-350 109,5	-599 121,6	-1 329 577,6	-291 394,2	32,1%	229,1%
Solde primaire de base	-367 146,0	-40 915,3	-244 566,5	-438 318,2	-1 099 990,8	-239 282,9	65,2%	484,8%
Solde de base	-562 946,0	-56 018,9	-177 954,2	-341 974,9	-931 985,6	-86 908,1	15,4%	55,1%
Solde global (base caisse)	-569 412,0	-156 091,9	-303 885,0	-359 414,1	-875 747,2	-29 858,1	5,2%	-80,9%
Solde global hors dons (base caisse)	-909 107,0	-162 920,5	-408 773,6	-566 272,9	-1 139 438,6	-139 486,1	15,3%	-14,4%

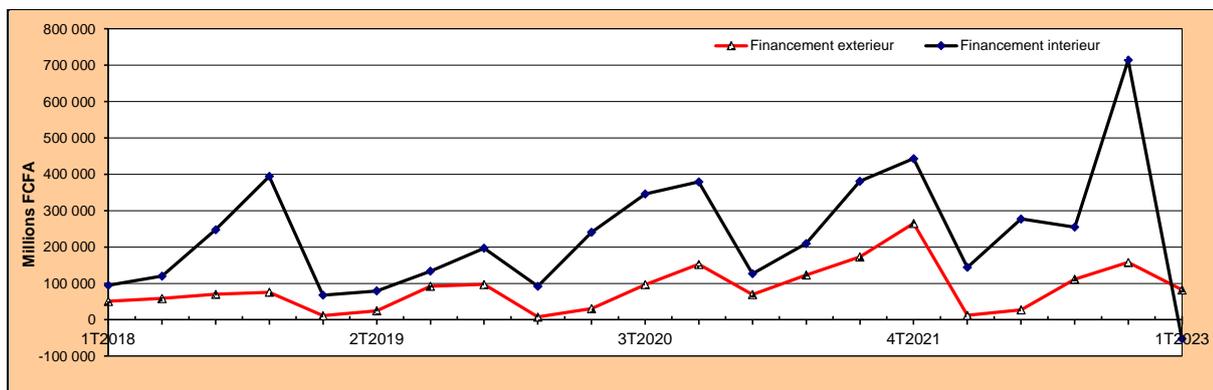


L'exécution des opérations financières de l'Etat, base engagement, est ressortie déficitaire de 181,8 milliards de FCFA au 31 mars 2023 contre un déficit de 81,7 milliards de FCFA à la même période de 2022, soit une détérioration de 100,1 milliards de FCFA.

Quant au déficit global (base caisse), par rapport à fin mars 2022, il s'est amélioré de 126,2 milliards de FCFA pour se situer à 29,9 milliards de FCFA à fin mars 2023. Ce déficit a été couvert par un financement extérieur net de 82,2 milliards de FCFA, le financement intérieur net se situant à -52,3 milliards de FCFA.

Le financement intérieur net à fin mars 2023 s'est opéré par l'émission de trois (03) bons du Trésor d'une valeur totale de 21,3 milliards de FCFA et de cinq (05) obligations du Trésor d'un montant total de 215,2 milliards de FCFA. Les remboursements se sont élevés à 61,8 milliards de FCFA pour les bons du Trésor et 86,9 milliards de FCFA pour les obligations.

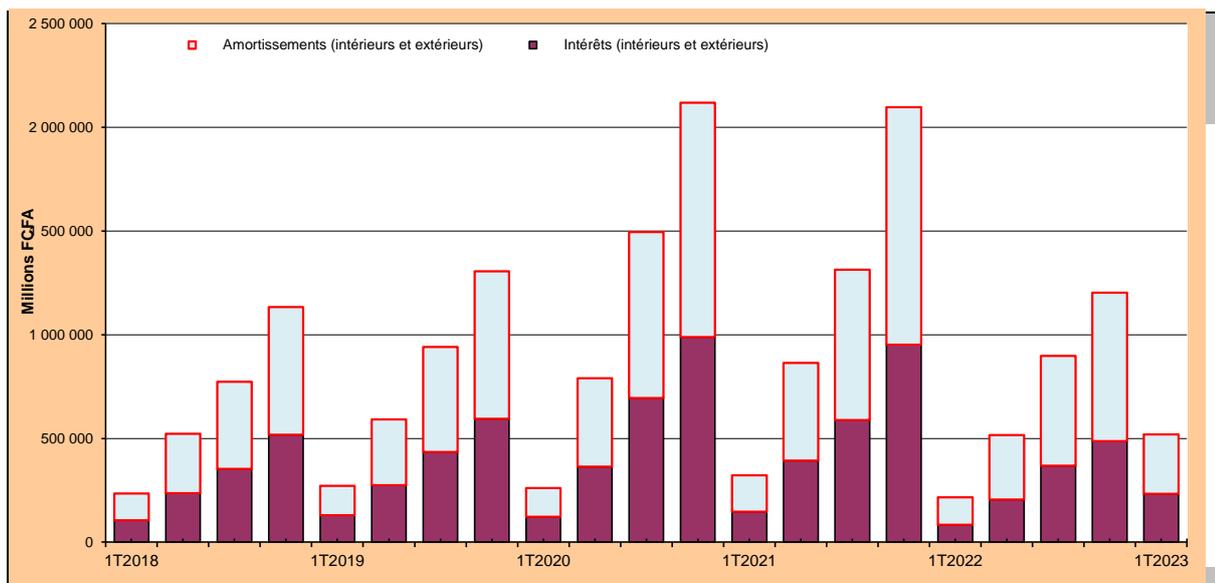
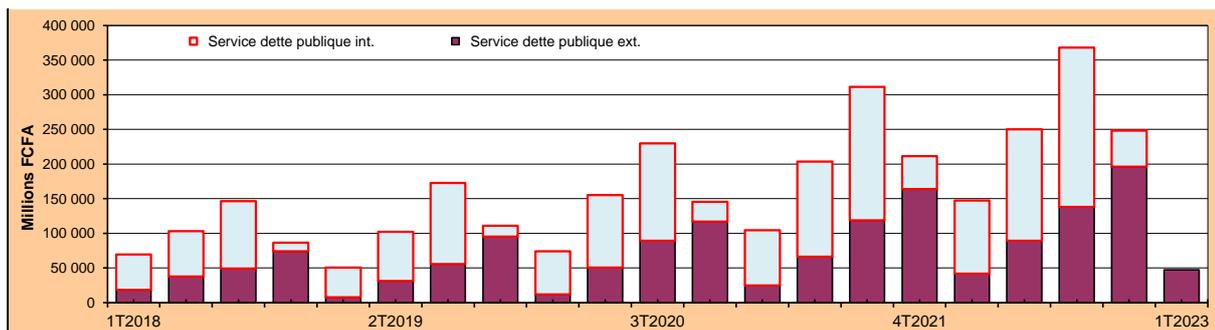
FINANCEMENT	Prévision budgétaire (2022)	1. Trim. 2022	2. Trim. 2022	3. Trim. 2022	4. Trim. 2022	1. Trim. 2023	Taux d'exécution	Glissement annuel
(Cumulés, millions Francs CFA)		Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.		
Financement	425 391,0	156 464,3	304 543,9	366 725,8	871 878,0	29 848,4	7,0%	-80,9%
Financement extérieur	95 197,0	12 069,5	27 460,5	111 831,9	157 643,7	82 168,7	86,3%	580,8%
Décaissements extérieurs	182 723,0	26 311,9	67 891,1	167 917,6	251 530,3	94 858,1	51,9%	260,5%
Initiative PPTE (Allègements)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Amortissement de la dette extérieure	-87 526,0	-14 242,4	-40 430,7	-56 085,7	-93 886,6	-12 689,4	14,5%	-10,9%
Ajustement taux de change	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Financement intérieur	330 195,0	144 394,8	277 083,4	254 893,9	714 234,3	-52 320,3	-15,8%	-136,2%
Financement bancaire	29 072,8	99 839,0	262 785,3	279 549,5	622 507,4	128 838,4	443,2%	29,0%
Secteur non bancaire	301 122,0	44 555,8	14 298,1	-24 655,6	91 727,0	-181 158,7	-60,2%	-506,6%
Gap de financement	144 020,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0%



Source : MINEFID / D.G.T.C.P

SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE

SERVICE CUMULE (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2022)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2022	2022	2022	2022	2023		
		Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.		
Total service dette publique	1 024 924,9	132 046,0	311 150,1	529 099,4	715 968,8	285 459,3	27,9%	116,2%
Amortissements (int. et ext.)	829 125	84 426,4	205 607,0	368 295,9	486 381,9	233 347,9	28,1%	176,4%
Intérêts (intérieurs et extérieurs)	195 800	47 619,6	105 543,1	160 803,4	229 586,8	52 111,3	26,6%	9,4%
Service dette publique int.	908 912,6	112 084,3	254 353,1	450 511,3	588 775,6	268 236,4	29,5%	139,3%
Amortissements	741 599	70 184,0	165 176,4	312 210,2	392 495,3	220 658,5	29,8%	214,4%
Intérêts	167 314	41 900,3	89 176,7	138 301,1	196 280,4	47 577,9	28,4%	13,6%
Service dette publique ext.	116 012,3	19 961,7	56 797,0	78 588,0	127 193,1	17 222,8	14,8%	-13,7%
Amortissements	87 526	14 242,4	40 430,7	56 085,7	93 886,6	12 689,4		-10,9%
Intérêts	28 486	5 719,3	16 366,3	22 502,3	33 306,5	4 533,4	15,9%	-20,7%
Service dette ext./recettes totales	5,8%	4,3%	5,4%	4,7%	5,6%	3,1%		-1,2 points

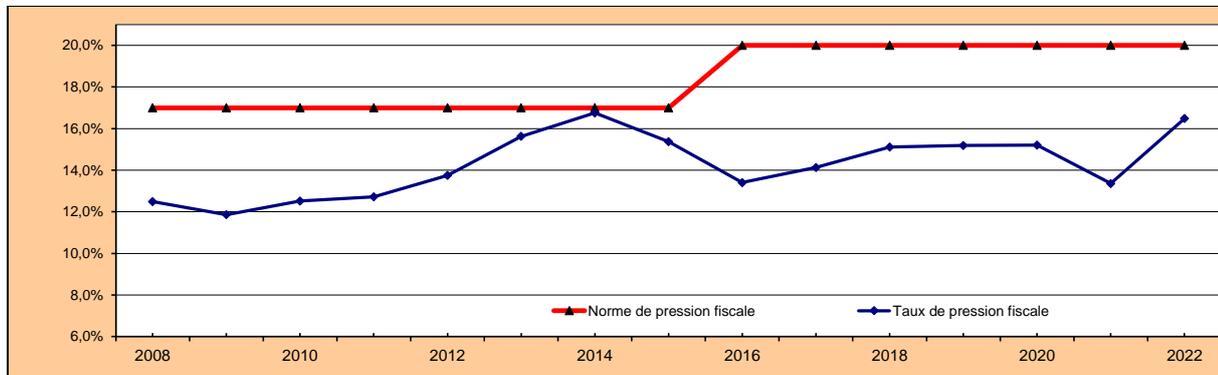


Le ratio "service de la dette extérieure/recettes totales", est évalué à 3,1% à fin mars 2023 en baisse de 1,1 point de pourcentage par rapport à son niveau de fin mars de l'année dernière.

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

CONVERGENCE UEMOA

CRITERE DE 1er ET DE 2nd RANG	Normes	12 2018	12 2019	12 2020	12 2021	12 2022	
		Real.	Real.	Real.	Est.	Est.	
Critères de 1er rang							
Soldes budgétaires global / PIB nominal	≥	-3%	-4,2%	-3,4%	-5,2%	-6,0%	-5,3%
Taux d'inflation	≤	3%	1,9%	-3,2%	1,9%	4,1%	14,1%
Encours de la dette publique totale / PIB nominal	≤	70%	40,5%	42,3%	46,2%	53,1%	52,5%
Critères de 2nd rang							
Masse salariale / Recettes fiscales	≤	35%	52,1%	59,3%	65,2%	56,3%	49,2%
Taux de pression fiscale	≥	20%	15,2%	15,2%	13,4%	14,9%	16,5%



Source : MINEFID

Secteur monétaire

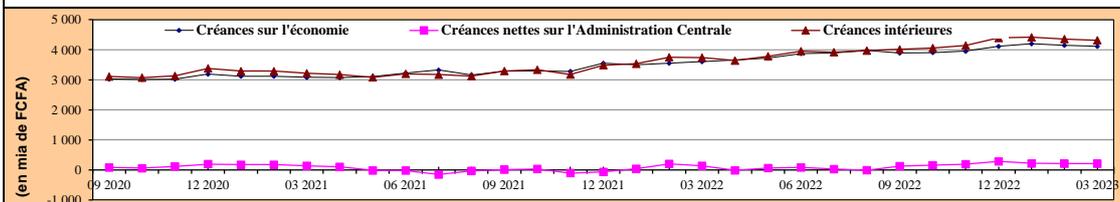
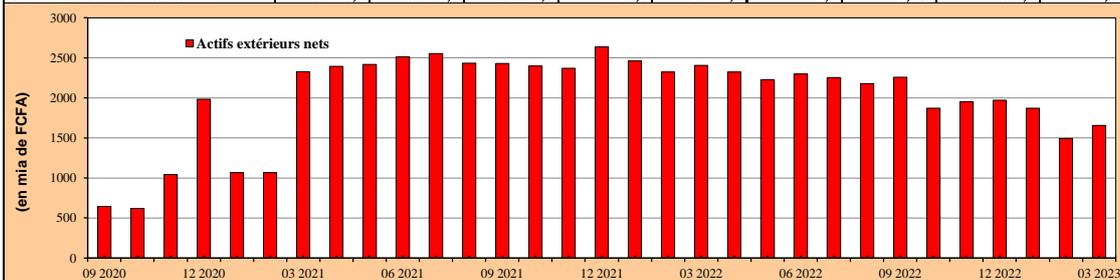
AGREGATS MONETAIRES

La situation monétaire du Burkina Faso à fin mars 2023 est caractérisée par les évolutions, en glissement trimestriel, ci-après

- un dégonflement de la masse monétaire de 338,2 milliards de FCFA (-5,9%) ;
- un repli des AEN de 314,3 milliards de FCFA (-15,9%) ;
- un léger repli des crédits à l'économie de 2,2 milliards (-0,1%).

En glissement annuel, la masse monétaire a enregistré un dégonflement de 186,9 milliards de FCFA (-3,4%) , suite à un repli des AEN de 748,9 milliards de FCFA (-31,1%), atténuée par un accroissement des crédits à l'économie de 506,6 milliards de FCFA (+14,0%).

AGREGATS MONETAIRES En mia de Francs CFA (situation en fin de trimestre)	1. Trim. 2022	2. Trim. 2022	3. Trim. 2022	4. Trim. 2022	1. Trim. 2023	Variation			
						Niv trim T-1	% trim T-1	Niv an-1	% an-1
Est.									
Circulation fiduciaire	833,4	825,1	738,0	828,7	858,6	29,9	3,6%	25,3	3,0%
Dépôts transférables	2 712,2	2 726,1	2 682,9	2 813,9	2 550,6	-263,3	-9,4%	-161,6	-6,0%
BCEAO	0,7	0,4	0,8	0,4	0,5	0,1	28,5%	-0,2	-23,8%
Banques	195,7	897,5	195,7	1 309,2	195,7	-1 113,5	-85,1%	0,0	0,0%
CCP et CNE	301,6	301,6	301,6	301,6	301,6	0,0	0,0%	0,0	0,0%
M1	3 545,6	3 551,2	3 420,9	3 642,7	3 409,3	-233,4	-6,4%	-136,3	-3,8%
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	2 019,9	2 084,7	2 118,2	2 074,2	1 969,4	-104,8	-5,1%	-50,6	-2,5%
BCEAO	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,0	0,0%	0,0	0,0%
Banques	2 019,6	2 084,4	2 117,8	2 073,9	1 969,1	-104,8	-5,1%	-50,6	-2,5%
Masse monétaire (M2)	5 565,5	5 635,9	5 539,1	5 716,9	5 378,7	-338,2	-5,9%	-186,9	-3,4%
Actifs extérieurs nets	2 406,6	2 297,1	2 259,4	1 972,1	1 657,7	-314,3	-15,9%	-748,9	-31,1%
BCEAO	214,4	-2,0	-153,5	-624,1	-391,7	232,4	-37,2%	-606,1	-282,7%
Banques	2 192,2	2 299,1	2 412,9	2 596,2	2 049,4	-546,7	-21,1%	-142,7	-6,5%
Créances intérieures	3 741,6	3 954,5	4 014,9	4 396,1	4 317,6	-78,5	-1,8%	576,1	15,4%
Créances nettes sur l'Administ	135,9	79,7	126,0	281,6	205,3	-76,3	-27,1%	69,4	51,1%
BCEAO	66,1	36,7	-128,0	60,6	22,3	-38,3	-63,2%	-43,8	-66,3%
Banques	69,8	43,0	254,0	221,1	183,0	-38,0	-17,2%	113,2	162,3%
Créances sur l'économie	3 605,7	3 874,8	3 888,9	4 114,5	4 112,3	-2,2	-0,1%	506,6	14,0%



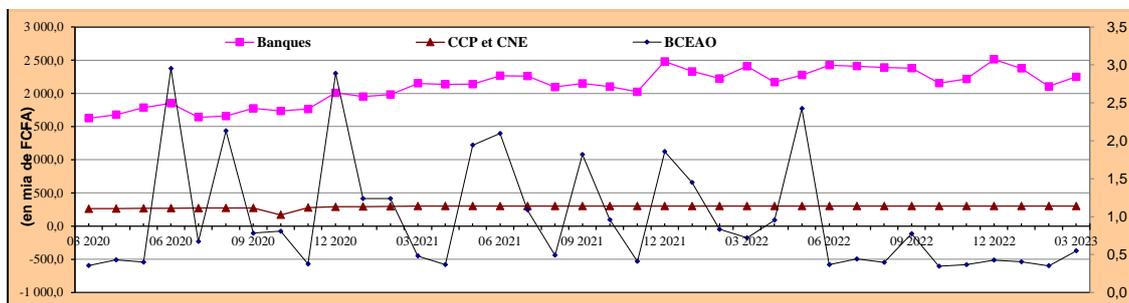
Sources : B.C.E.A.O.

Actifs extérieurs nets (AEN)

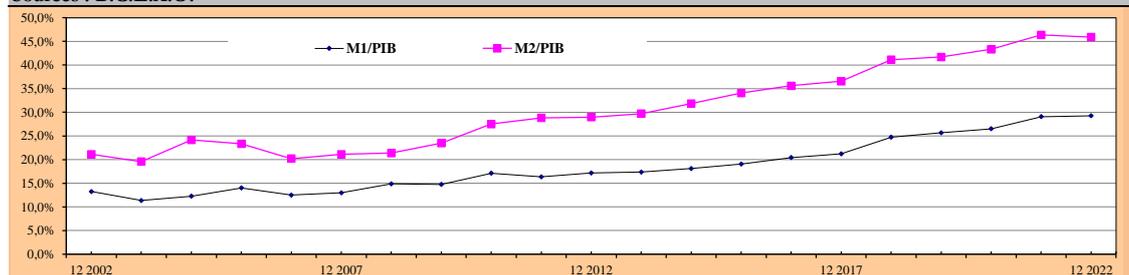
Par rapport à fin décembre 2022, les AEN des institutions monétaires ont enregistré un reflux de 314,3 milliards de FCFA (-15,9%), attribuable aux AID (-546,7 milliards de FCFA), les AEN de la Banque Centrale ayant enregistré une amélioration (+232,4 milliards de FCFA, soit +37,2%).

Le repli des AEN des AID a été imprimé notamment par la hausse de leurs engagements sur les non-résidents (+373,7 milliards), notamment les dépôts reçus (+315,3 milliards de FCFA) et des crédits reçus des institutions financières non-résidentes (+58,7 milliards de FCFA), renforcée par la baisse de leurs créances sous formes de dépôts (-103,5 milliards de FCFA) et de titres autres qu'actions (-35,2 milliards de FCFA).

En glissement annuel, les AEN des institutions monétaires ont diminué de 748,9 milliards de FCFA (-31,1%), sous l'effet de la



Sources : B.C.E.A.O.



Sources : B.C.E.A.O.

Créances intérieures

Les créances intérieures se sont établies à 4.317,6 milliards de FCFA à fin mars 2023, soit une baisse de 78,5 milliards de FCFA (-1,8%), causée par les baisses des Créances nettes sur l'Administration Centrale (-76,3 milliards, soit -27,1%) et des créances sur l'économie (-2,2 milliards de FCFA, soit -0,1%)

En effet, **les Créances nettes du système bancaire sur l'Administration Centrale** se sont établies à 205,3 milliards de FCFA à fin mars 2023, enregistrant une réduction de 76,3 milliards de FCFA, résultant de la baisse des créances nettes de la BCEAO (-38,3 milliards de FCFA) et de celles des AID (-38,0 milliards de FCFA).

Les créances du système bancaire sur l'économie se sont situées à 4.112,3 milliards de FCFA à fin mars 2023, imprimé par la contraction des crédits bancaires, notamment au secteur privé (-98,2 milliards de FCFA), aux ménages et ISBLSM (-70,0 milliards de FCFA), aux sociétés non-financières privées (-28,2 milliards de FCFA) et au secteur financier non bancaire (-19,4 milliards de FCFA), atténué par la progression des titres autres qu'actions (+127,8 milliards de FCFA)

En variation annuelle, imprimée principalement par les crédits bancaires (+370,0 milliards de FCFA) et les titres autres qu'actions (+127,8 milliards de FCFA). L'accroissement des crédits bancaires a été tiré par ceux accordés au secteur privé (+297,0 milliards de FCFA, +9,1%) et aux sociétés non-financières publiques (+77,4 milliards de FCFA, +27,5%).

Masse monétaire et ses composantes

En lien avec l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire a enregistré la masse monétaire a connu un repli de 338,2 milliards de FCFA (-5,9%), imputable aux dépôts transférables (-263,3 milliards de FCFA, soit -9,4%) et aux autres dépôts inclus dans la masse monétaire (-104,8 milliards de FCFA, soit -5,1%), la circulation fiduciaire ayant enregistré une hausse (+29,9 milliards de FCFA, soit +3,6%).

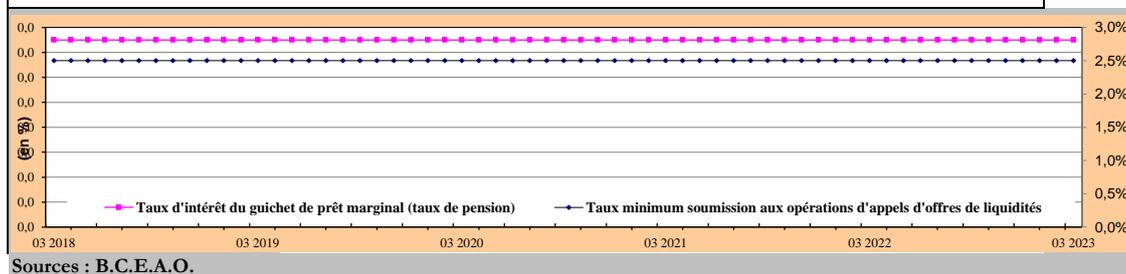
En glissement annuel, la masse monétaire a enregistré une contraction de 186,9 milliards, soit un repli de 3,4%, observé au niveau des dépôts transférables (-161,6 milliards de FCFA, soit -6,0%) et des autres dépôts inclus dans la masse monétaire (-50,6 milliards de FCFA, soit -2,5%), atténué par la hausse de la circulation fiduciaire (+25,3 milliards de FCFA, soit +3,0%). A l'opposé, la masse monétaire de l'Union a connu une hausse de 8,5%.

AGREGATS MONETAIRES	déc.18	déc.19	déc.20	déc.21	déc.22
				Est.	Est.
M1/PIB	25,7%	26,5%	29,1%	32,0%	29,3%
M2/PIB	41,7%	43,3%	46,4%	49,5%	45,9%

Sources : B.C.E.A.O.

TAUX D'INTERET

TAUX D'INTERET	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Variation	
	2022	2022	2022	2022	2023	Trim T-1 (%)	An-1 (%)
Montant des dépôts (en milliards de FCFA)	182,5	182,5	182,5	182,5	182,5	0,0%	0,0%
Taux minimum soumission aux opérations d'appels d'offres de liquidités	2,5%	2,5%	2,5%	2,5%	2,5%	0,0%	0,0%
Taux d'intérêt du guichet de prêt marginal (taux de pension)	4,5%	4,5%	4,5%	4,5%	4,5%	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des banques	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux de base minimum des établissements financiers	11,5	11,5	11,5	11,5	11,5	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des établissements financiers	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur minimum des établissements financiers	12,0	12,0	12,0	12,0	12,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des établissements financiers	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0	0,0%	0,0%
Taux créditeur plancher pour petits épargnants (<5 mio Francs)	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des banques	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des établissements financiers	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0	0,0%	0,0%



Sources : B.C.E.A.O.

Taux d'intérêt

Au cours du premier trimestre 2023, les taux directeurs de la BCEAO ont enregistré des modifications. En effet, le Comité de Politique Monétaire a décidé, lors de sa session ordinaire du 1er mars 2023, de relever de 25 points de base les taux directeurs de la BCEAO. Ainsi, la BCEAO a procédé à quatre hausses successives de 25 pnb des taux directeurs, pour un cumul total de 100 pnb, dans le but de ramener progressivement le taux d'inflation dans l'intervalle cible de la Banque Centrale (1% à 3%) sur le moyen terme. Ainsi, à compter du 16 mars 2023, le taux minimum de soumission aux appels d'offres d'injection de liquidité est passé de 2,75% à 3,00% et le taux du guichet de prêt marginal, de 4,75% à 5,00% (les anciens taux de 2,75% et 4,75% étaient en vigueur du 16 décembre 2022 au 16 mars 2023). Le coefficient de réserves obligatoires applicable aux banques de l'Union est resté inchangé à 3,0%.

S'agissant des conditions de banque, sur la base des informations issues de l'enquête mensuelle effectuée régulièrement par la BCEAO, le volume des nouveaux crédits octroyés au premier trimestre 2023 par les banques de la place s'élève à 570,4 milliards de FCFA contre 580,1 milliards de FCFA au quatrième trimestre 2022, enregistrant ainsi un repli de 9,7 milliards de FCFA (-1,7%). Le taux moyen appliqué aux crédits au cours de la période sous revue s'est établi à 7,6167% contre 7,4033% au trimestre précédent, soit une hausse de 0,2133 de point de pourcentage.

Par rapport au premier trimestre 2022, le volume des nouveaux crédits mis en place a baissé de 3,3 milliards de FCFA et le taux moyen débiteur appliqué a progressé de 0,08667 point de pourcentage.

Le volume des dépôts collectés par le système bancaire au cours du premier trimestre de l'année 2023 s'établit à 248,0 milliards de FCFA, contre un montant de 134,5 milliards de FCFA collectés au trimestre précédent, soit une augmentation de 113,4 milliards de FCFA (+84,3%). Le taux de rémunération moyen de ces dépôts est ressorti à 5,5680% contre 5,6167% au quatrième trimestre 2022, soit un repli de 0,04867 point de pourcentage.

En variation annuelle, le volume des nouveaux dépôts a régressé de 119,8 milliards de FCFA et le taux créditeur moyen appliqué s'est replié de 0,1487 point de pourcentage.

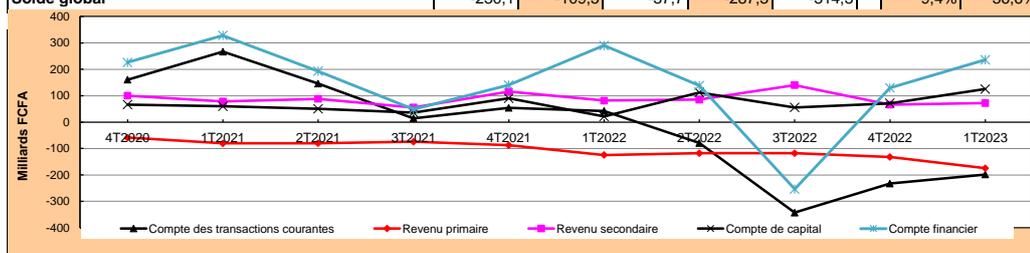
Secteur extérieur

BALANCE DES PAIEMENTS

Au cours du premier trimestre 2023, l'activité économique nationale a évolué dans un contexte marqué par la poursuite du resserrement des politiques monétaires face à des niveaux d'inflation toujours élevés.

Dans ce contexte, au cours du premier trimestre 2023, les échanges du Burkina Faso avec l'extérieur se sont traduits par un solde global déficitaire de la balance des paiements, après des déficits enregistrés au cours des trimestres de l'année 2022. La dégradation du déficit global en variation trimestrielle est imputable aux sorties nettes de capitaux au titre du compte financier, atténuées par

Balance des paiements (En mia de Francs CFA)	1. Trim. 2022	2. Trim. 2022	3. Trim. 2022	4. Trim. 2022	1. Trim. 2023	Glissement	
						trimestriel	annuel
Compte des transactions courantes	42,2	-79,3	-342,7	-232,9	-198,5	-14,8%	-570,3%
Biens et services	85,0	-46,5	-364,7	-166,7	-95,8	-42,5%	-212,7%
Biens	186,1	76,9	-226,7	-25,8	9,7	-137,6%	-94,8%
Services	-101,0	-123,3	-138,0	-140,9	-105,5	-25,1%	4,4%
Revenu primaire	-124,2	-117,8	-117,9	-131,8	-174,4	32,3%	40,3%
- Intérêt sur dette publique	-24,7	-36,2	-29,4	-41,2	-30,1	-27,0%	21,9%
Revenu secondaire	81,4	85,0	139,9	65,6	71,7	9,3%	-11,9%
Administrations publiques	32,2	31,8	88,1	26,6	21,4	-19,6%	-33,6%
Autres secteurs	49,2	53,2	51,9	39,0	50,3	29,0%	2,3%
- Envois de fonds des travailleurs	49,1	51,9	51,3	44,2	51,2	15,9%	4,2%
Compte de capital	21,2	112,5	55,5	71,6	124,9	74,5%	489,0%
Transferts de capital	21,2	112,5	55,4	71,5	124,9	74,6%	490,3%
Administration publique	6,8	98,0	41,6	56,8	110,3	94,3%	1514,6%
Autre secteurs	14,3	14,4	13,8	14,8	14,6	-1,0%	2,0%
Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comp)	63,4	33,2	-287,2	-161,4	-73,5	-54,4%	-216,0%
Compte financier	289,8	138,1	-253,2	129,6	236,0	82,2%	-18,6%
Investissement direct	-13,0	17,9	12,1	-62,8	-19,6	-68,9%	50,2%
Titres de participation	-22,4	-28,9	-37,1	-0,6	-23,8	3911,0%	6,5%
Instruments de dettes	9,4	46,8	49,2	-62,2	4,3	-106,9%	-54,4%
Investissements de portefeuille	-108,0	-116,1	-108,1	-99,8	-103,6	3,9%	-4,1%
Titres de participation	1,0	0,0	1,4	1,7	1,1	-36,1%	7,0%
Titres de créances (Bons et obligation du Trésor)	-109,0	-116,1	-109,5	-101,5	-104,7	3,2%	-4,0%
Autres investissements	410,9	236,3	-157,2	292,1	359,2	23,0%	-12,6%
Administrations publiques	-22,2	-73,4	-143,2	-78,5	-5,6	-92,9%	-75,0%
Solde global	-230,1	-109,5	-37,7	-287,3	-314,3	9,4%	36,6%



Le solde du compte des transactions courantes s'est affiché déficitaire de 198,5 milliards au premier trimestre 2023 contre un déficit de 232,9 milliards au dernier trimestre de 2022, soit une amélioration de 34,5 milliards, en ligne avec la réduction du déficit des comptes des biens et services (+70,9 milliards) et la progression de l'excédent du compte du revenu secondaire (+6,1 milliards), malgré l'aggravation du déficit du compte de revenu primaire (-42,5 milliards).

Par rapport au même trimestre de l'année 2022 où il avait été observé un excédent de 42,2 milliards, le compte courant a enregistré un repli de 240,6 milliards au cours du trimestre sous revue, en lien principalement avec le repli important du compte de biens et services.

Le **balance des biens** a enregistré une amélioration de 35,5 milliards en passant d'un solde déficitaire de 25,8 milliards au dernier trimestre de 2022 à un excédent de 9,7 milliards. Cette évolution résulte d'une forte baisse des importations (-78,7 milliards, soit -9,2%), contrebalancée par la légère baisse des exportations (-43,2 milliards, soit -5,2%).

La baisse importations en rythme trimestriel est en lien avec la baisse des achats de produits énergétiques (-75,5 milliards, soit -22,3%), de biens alimentaires (-11,4 milliards, soit -11,9%), des autres biens de consommation courante (-10,7 milliards, soit -14,5%), de biens intermédiaires (-6,0 milliards, soit -3,2%) et des "autres biens" (-5,3 milliards, soit -23,7%). En revanche, une hausse a été constatée au niveau des importations de biens d'équipement (+30,1 milliards, soit +22,6%).

En glissement annuel, la valeur des importations est en hausse de 70,4 milliards (+10,0%), à la faveur d'une progression des produits énergétiques (+43,9 milliards, soit +20,0%), de biens alimentaires (+22,4 milliards, soit +36,0%), des biens d'équipements (+21,6 milliards, soit 15,3%) et des biens intermédiaires (+11,2 milliards, soit +6,5%). En revanche, des baisses ont été constatées dans les importations des autres biens de consommation courante (-28,1 milliards, soit -30,9%) et des "autres biens" (-0,5 milliards, soit -2,7%).

Quant à la baisse en variation trimestrielle des exportations, elle a été induite par celle des ventes d'or (-29,6 milliards, soit -4,9%), de coton (-37,0 milliards, soit -38,9%), de sésame (-14,1 milliards, soit -42,8%) et des rebuts en fer (-6,0 milliards, soit -68,5%). Cette évolution a, toutefois, été atténuée par la hausse des ventes de la noix de cajou (+19,6 milliards) et du ciment (+7,2 milliards, soit +83,3%).

En glissement annuel, les exportations sont en baisse de 105,9 milliards (-11,9%), imprimée principalement par le coton (-76,4 milliards, soit -56,8%), le zinc (vente de 28,1 milliards au premier trimestre 2022 contre une exportation nulle au premier trimestre 2023), l'or (-12,0 milliards, soit -2,3%) et le sésame (-8,0 milliards, soit -29,7%). Parallèlement, une progression a été observée, notamment, pour la noix de cajou (+9,6 milliards, soit +54,5%).

L'**excédent de la balance commerciale** est ressortie à 9,7 milliards au premier trimestre 2023, enregistrant une dégradation de 176,3 milliards par rapport au premier trimestre 2022, résultant d'une réduction des exportations (-105,9 milliards, soit -11,9%) exacerbée par la progression des importations (+70,4 milliards, soit +10,0%).

Le **taux de couverture** des importations par les exportations des importations par les exportations s'est établi à 101,3% au premier trimestre 2023 contre 97,0% un trimestre plus tôt et 126,5% au premier trimestre de 2022.

Le **déficit structurel de la balance des services** s'est légèrement amélioré en passant d'un niveau de -140,9 milliards au dernier trimestre de 2022 à -105,5 milliards au premier trimestre 2023. Cette amélioration s'explique principalement par la baisse des paiements nets au titre des autres services tels que les télécommunications, construction, etc. pour un montant de +19,3 milliards et du transport (+16,3 milliards).

En glissement annuel, le déficit de la balance des services s'est creusé de 4,5 milliards (+4,4%) imputable à l'augmentation des paiements nets au titre de service de transport (+8,6 milliards).

Le compte du revenu primaire s'est soldé par des paiements nets de ressources aux non-résidents de 174,4 milliards au premier trimestre 2023, après des paiements nets de 131,8 milliards au trimestre précédent, soit une augmentation de 42,5 milliards, imprimée notamment par les paiements effectués au titre des revenus des investissements (+35,5 milliards).

En variation annuelle, le solde déficitaire du compte du revenu primaire s'est aggravé de 50,1 milliards, en lien notamment avec la hausse des paiements au titre des revenus des investissements (-43,9 milliards).

L'excédent structurel du compte du revenu secondaire est passé de 65,6 milliards au quatrième trimestre 2022 pour se tabler à 71,7 milliards au trimestre sous revue, soit une hausse de 6,1 milliards (+9,3%). Cette hausse est impulsée par la hausse importante des transferts courants au profit du secteur privé (+11,3 milliards, soit +29,0%). Au cours du quatrième trimestre de l'année 2022 et au premier trimestre de 2023, aucun décaissement n'a été effectué au titre des dons programmes au profit de l'Administration publique.

En variation annuelle, l'excédent du compte du revenu secondaire s'est replié de 9,7 milliards, en raison de la contraction des transferts courants au profit de l'Administration publique (-10,8 milliards, soit -33,6%) et atténué par les transferts au profit du secteur privé (+1,1 milliard, -2,3%).

Le compte de capital s'est soldé par un excédent de 124,9 milliards, après une réalisation de 71,5 milliards au dernier trimestre de 2022, soit un afflux de 53,4 milliards, principalement sous l'effet de la progression des transferts en capital au profit de l'Administration publique. En effet, les dons projets au profit de l'Administration publique ont été mobilisés à hauteur de 110,3 milliards au cours du premier trimestre 2023, contre 56,8 milliards au cours du trimestre précédent.

De l'évolution des comptes des transactions courantes et de capital, il résulte **un besoin de financement de l'économie burkinabè** d'un montant de 73,5 milliards contre un besoin de financement de 161,4 milliards au trimestre précédent. Au premier trimestre 2022, une capacité de financement de 63,4 milliards avait été enregistrée.

Le compte financier a enregistré des sorties nettes de capitaux de 236,0 milliards, après des sorties nettes de 129,6 milliards au dernier trimestre de 2022. Cette évolution est notamment en lien avec les sorties nettes de capitaux au titre des autres investissements (prêts, emprunts et crédits commerciaux, autres comptes à payer / recevoir) à hauteur de 359,2 milliards.

Au premier trimestre de 2022, le compte financier avait enregistré des sorties de capitaux de 289,8 milliards.

Solde global

Au premier trimestre de l'année 2023, les transactions du Burkina Faso avec l'extérieur se sont traduites par un solde global de la balance des paiements déficitaire de 314,3 milliards après un déficit de 287,3 milliards au quatrième trimestre 2022 et un déficit de 230,1 milliards une année plus tôt. La dégradation du déficit global en variation trimestrielle (-27,0 milliards) est attribuable aux

Sources : B.C.E.A.O.

COMMERCE EXTERIEUR

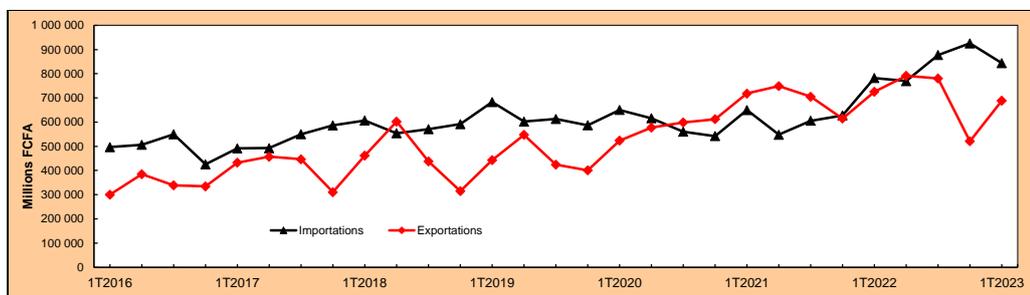
IMPORTATIONS EN VALEURS (En mio de Francs CFA)	1. Trim. 2022	2. Trim. 2022	3. Trim. 2022	4. Trim. 2022	1. Trim. 2023	Glissement	
						trimestriel	annuel
TOTAL	769 539,5	877 538,2	925 646,9	949 272,8	843 865,1	-11,1%	9,7%
dont:							
Animaux vivants et produits du règne animal	9 072,6	9 011,0	9 666,2	8 198,1	9 009,9	9,9%	-0,7%
Produits du règne végétal	34 736,3	48 032,9	50 489,9	62 778,4	43 941,8	-30,0%	26,5%
Graisses et huiles animales ou végétales	2 912,8	2 918,2	3 492,1	6 943,6	5 610,9	-19,2%	92,6%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	27 473,0	50 415,5	36 704,0	36 004,5	44 994,5	25,0%	63,8%
Produits minéraux	277 488,1	339 321,8	398 595,3	416 875,2	325 909,1	-21,8%	17,4%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	116 910,9	103 006,6	108 494,8	102 915,2	102 378,5	-0,5%	-12,4%
Mat. plasti. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	33 307,1	29 967,6	25 778,2	28 872,9	25 127,3	-13,0%	-24,6%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	1 603,1	1 404,3	1 282,2	1 180,6	860,8	-27,1%	-46,3%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	1 410,7	2 344,7	2 320,8	1 841,7	2 007,9	9,0%	42,3%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	9 352,8	14 506,0	11 763,4	13 821,7	7 388,2	-46,5%	-21,0%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	17 028,3	15 933,0	13 148,3	12 303,4	6 464,7	-47,5%	-62,0%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	1 928,4	2 174,8	1 578,4	1 589,8	1 094,0	-31,2%	-43,3%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica...	6 884,7	8 724,8	10 490,0	9 757,2	8 457,7	-13,3%	22,8%
Perles fines/de cult., pierres gemmes, mét. préc.	183,9	230,5	250,5	197,3	210,3	6,6%	14,3%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	65 144,7	71 683,7	69 518,5	84 406,4	70 513,9	-16,5%	8,2%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	100 216,3	119 606,9	111 902,9	97 002,4	124 794,5	28,7%	24,5%
Matériel de transport	49 770,8	44 594,1	51 504,8	44 583,8	46 369,2	4,0%	-6,8%
Instruments et appareils d'optique, de photographie...	7 755,1	6 981,9	10 904,4	11 619,8	9 234,6	-20,5%	19,1%
Armes, munitions et leurs parties et accessoires	188,8	128,3	227,7	269,0	328,0	21,9%	73,7%

En glissement trimestriel, les importations ont enregistré une baisse de 11,1%, portant le niveau des importations de 949,3 milliards de FCFA au quatrième trimestre 2022 à 843,9 milliards de FCFA au premier trimestre 2023. Cette évolution s'explique principalement par la baisse des importations de certains produits notamment les matières textiles et ouvrages en ces matières(-47,5%), les Pâtes de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques (-46,5%), les chaussures, coiffures, parapluie, parasols, cannes, fouets (-31,2%), les produits du règne végétal (-30,0%), les produits minéraux (-21,2%), les instruments et appareils d'optique, de photographie (-20,5%), les graisses et huiles animales ou végétales (-19,2%), les métaux communs et ouvrages en ces métaux (-16,5%).

Comparativement au même trimestre de 2022, on observe par contre une hausse de 9,7% des importations. Cette hausse annuelle est imputable principalement à l'évolution des importations des graisses et huiles animales ou végétales (92,6%), des armes, munitions et leurs parties et accessoires (73,7%), des produits des industries chimiques ou des industries connexes (63,8%), du Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège (42,3%), les produits du règne végétal (26,5%), les machines et appareils, matériels électroniques et leurs parties (24,5%), les ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante (22,8%), des instruments et appareils d'optique, de photographie (19,1%), les produits minéraux (17,4%) et les perles fines, pierres gemmes, métaux précieux (14,3%).

Source : MINEFID / INSD

EXPORTATIONS EN VALEURS (En mio de Francs CFA)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2022	2022	2022	2022	2023	trimestriel	annuel
TOTAL	791 398,1	780 826,3	521 292,2	748 351,3	688 747,5	-8,0%	-13,0%
dont :							
Animaux vivants et produits du règne animal	319,0	340,2	115,3	231,7	378,4	63,3%	18,6%
Produits du règne végétal	48 796,8	76 691,2	25 655,8	45 847,9	51 906,9	13,2%	6,4%
dont arachides, sésame et autres graines et fruits oléagine	29 109,5	9 011,0	7 931,8	36 481,4	22 437,7	-38,5%	-22,9%
Graisses et huiles animales ou végétales	5 415,4	6 149,4	2 596,3	5 301,3	6 172,3	16,4%	14,0%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	5 705,1	5 254,7	4 658,4	6 238,4	7 016,0	12,5%	23,0%
Produits minéraux	49 691,6	24 745,2	18 843,3	13 817,0	20 087,2	45,4%	-59,6%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	2 487,0	2 733,0	3 103,5	2 995,5	3 133,5	4,6%	26,0%
Mat. plasti. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	451,6	550,9	951,8	826,7	321,7	-61,1%	-28,8%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	99,7	111,8	135,0	136,0	321,3	136,3%	222,4%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	102,2	32,1	12,3	10,0	98,5	886,7%	-3,6%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	496,2	883,5	300,8	90,6	93,7	3,4%	-81,1%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	135 581,0	63 006,2	5 108,6	95 812,5	59 519,0	-37,9%	-56,1%
dont coton fibre	135 349,7	62 921,4	4 794,2	95 532,1	58 854,5	-38,4%	-56,5%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	10,2	14,6	10,0	15,3	40,4	164,6%	296,7%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica	32,5	88,2	31,9	14,7	22,1	49,8%	-32,0%
Perles fines/de culture, pierres gemmes, mét. précieux	525 762,8	584 916,6	439 137,3	552 471,5	513 793,2	-7,0%	-2,3%
dont or	524 991,4	584 056,0	438 504,9	551 524,8	512 982,5	-7,0%	-2,3%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	4 550,2	6 772,2	4 620,4	11 835,8	6 480,7	-45,2%	42,4%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	6 876,1	3 460,7	11 908,3	6 824,1	12 256,8	79,6%	78,3%
Matériel de transport	4 569,1	4 443,7	3 305,4	5 461,6	5 822,6	6,6%	27,4%
Instrument et appareils d'optique, de photographie	98,6	306,7	373,9	243,9	299,4	22,8%	203,8%
Marchandises et produits divers	151,7	313,6	379,7	174,6	851,2	387,4%	461,1%



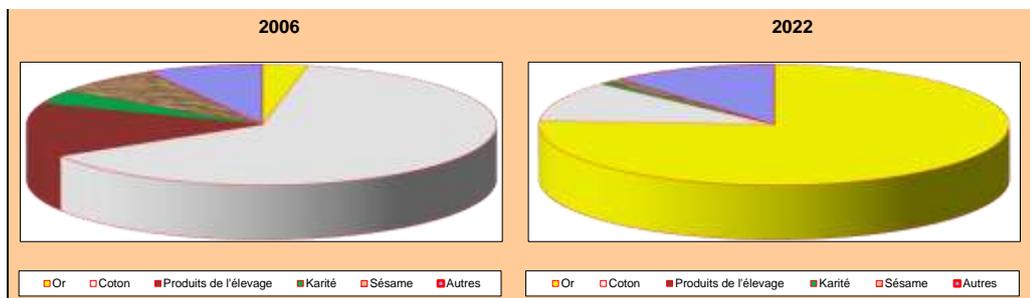
Au premier trimestre 2023, les exportations enregistrent également une baisse de 8,0% comparativement au trimestre précédent, portant le niveau des exportations de 748,3 milliards FCFA au quatrième trimestre 2022 à 688,7 milliards FCFA au premier trimestre 2023. Cette tendance est imputable principalement à la baisse des principaux produits exportés par le pays. En effet, les exportations des matières textiles et ouvrages en ces matières ont enregistré un recul de 61,1%, de même les métaux communs et ouvrages en ces métaux ont baissé de 45,2, les matières textiles et ouvrages en ces matières quant à elles ont baissé de 37,9%, passant de 95,8 Milliards de FCFA au quatrième trimestre 2022 à 59,5 milliards FCFA au premier trimestre 2023.

L'or non monétaire qui est le principal produit d'exportation a baissé de 7,0%, quant aux exportations de coton, elles ont chuté de 38,4% en raison du caractère saisonnier de la production du coton.

En glissement annuel, on observe une baisse de 13,0 % des exportations, soit une diminution de 102,7 milliards de FCFA par rapport au même trimestre de 2022. Cette évolution est imputable principalement à la baisse des exportations du Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques de 81,1%, des produits minéraux de 59,6%, des matières textiles et ouvrages en ces matières de 56,1%, des ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante de 32,0% et du Matière plastique et ouvrages en ces matières de 28,8%.

Source : MINEFID / INSD

EXPORTATIONS EN VALEURS	2006	2019	2020	2021	2022
Part de l'or dans total	3,1%	73,3%	81,7%	76,4%	75,9%
Part du coton dans total	63,2%	9,0%	5,4%	8,1%	10,8%
Part des produits de l'élevage dans total	14,5%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Part du karité dans total	3,8%	1,7%	0,9%	0,7%	0,7%
Part du Sésame dans total	7,4%	1,8%	1,3%	1,1%	1,0%
Part des autres produits dans total	8,1%	14,3%	10,6%	13,6%	11,5%

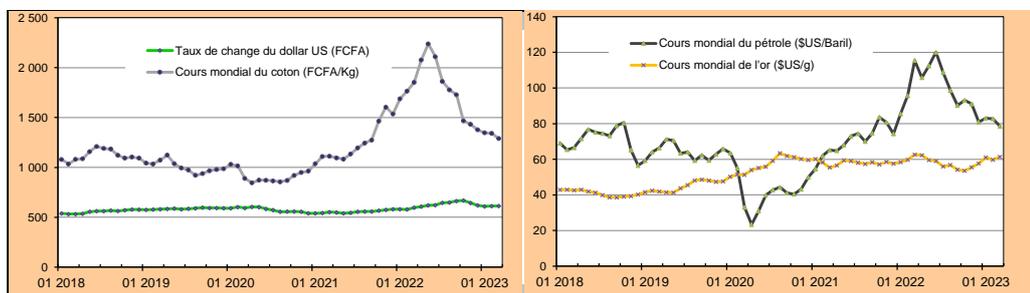


Depuis 2008, à la faveur de la reprise de l'exploitation industrielle des gisements d'or, la structure des exportations burkinabé a observé une mutation. D'une structure où prédominaient les exportations du coton (57%) et celles de produits de l'élevage (20,1%) en 2002, il ressort une prédominance de l'or avec 75,9% de la part des exportations en 2022. Cela se justifie principalement par les

Source : MINEFID / INSD

COURS DES MATIERES PREMIERES

MARCHE INTERNATIONAL	1. Trim. 2022	2. Trim. 2022	3. Trim. 2022	4. Trim. 2022	1. Trim. 2023	Glissement	
Moyenne trimestrielle						trimestriel	annuel
Taux de change du Dollar (en Francs CFA)	584,5	615,8	651,6	643,5	611,4	-5,0%	4,6%
Cours mondial du pétrole (en \$ US / Baril)	99,0	112,7	99,2	88,4	81,4	-7,8%	-17,7%
Cours mondial du coton (Indice Liverpool \$ US / tonne)	3 024,7	3 477,7	2 746,5	2 215,6	2 168,3	-2,1%	-28,3%
Cours mondial de l'Or (en \$ US / g)	60,3	60,3	55,6	55,6	60,7	9,2%	0,7%
Cours mondial du pétrole (1.000 Francs CFA / Baril)	57,9	69,5	64,6	57,0	49,8	-12,6%	-14,1%
Cours mondial du coton (FCFA / Kg)	1 768,3	2 141,9	1 788,8	1 425,5	1 325,7	-7,0%	-25,0%
Cours mondial de l'Or (1.000 Francs CFA / g)	35,2	37,1	36,2	35,7	37,1	3,9%	5,3%
Pouvoir d'achat pétrolier du coton	0,031	0,031	0,028	0,025	0,027	5,8%	-13,9%



- Taux de change du dollar :

Sur le marché des changes, **le cours du dollar sur le FCFA poursuit sa baisse**, après la hausse soutenue jusqu'au niveau record en fin septembre 2022. Au premier trimestre 2023, le cours a baissé de 5,0% en ressortant en moyenne à 611,4 FCFA contre 643,5 FCFA au dernier trimestre 2022. Par contre, en glissement annuel, le cours du dollar reste toujours au-dessus de sa valeur par rapport au franc FCFA au même trimestre de l'année précédente de 4,6%. Cette dépréciation du cours du dollar US s'expliquerait par le ralentissement par la FED de son rythme d'accroissement des taux d'intérêt et les augmentations des taux d'intérêt, notamment de certaines banques centrales en Europe.

- Prix des produits exportés :

Le cours du coton, depuis le sommet atteint en mai 2022, **connait une forte tendance baissière**. Sur les marchés mondiaux, il se situe à 2168,3 dollars la tonne contre 2215,6 dollars au trimestre précédent, soit -2,1% de baisse. De même, en glissement annuel, il est en baisse de 28,3%. Converti en francs CFA, la fibre de coton qui valait 1425,5 FCFA le kilogramme au quatrième trimestre 2022, chute à 1325,7 FCFA au cours du premier trimestre 2023, soit une perte de 7,0%. En glissement annuel, le cours de la fibre de coton est aussi en repli de 25,0% et cette évolution s'explique e. En effet, il demeure essentiellement sous l'influence de la baisse de la demande globale de coton induite par le ralentissement de l'activité économique mondiale.

- Cours de l'or:

Au premier trimestre 2023, une hausse de 9,2% **marque le regain du cours de l'or**, comparativement au trimestre précédent. En effet, le cours de l'or s'est affiché, en moyenne à 60,7 dollars le gramme ce trimestre contre 55,6 au trimestre précédent. Toutefois, sur la base annuelle, le cours de l'or est quasiment au même niveau qu'au même trimestre de l'année passée de +0,7%. Converti en francs CFA, l'or s'est échangé en moyenne à 37 107 francs le gramme, en hausse de 3,9% en rythme trimestriel. Sous l'effet du niveau du dollar, son glissement annuel enregistrant une hausse de 5,3%. Cette progression du cours de l'or s'explique principalement par le recours au métal jaune comme valeur refuge suite à la panique dans le secteur bancaire occasionnée par la faillite de la banque américaine (Silicon Valley Bank) le 10 mars 2023.

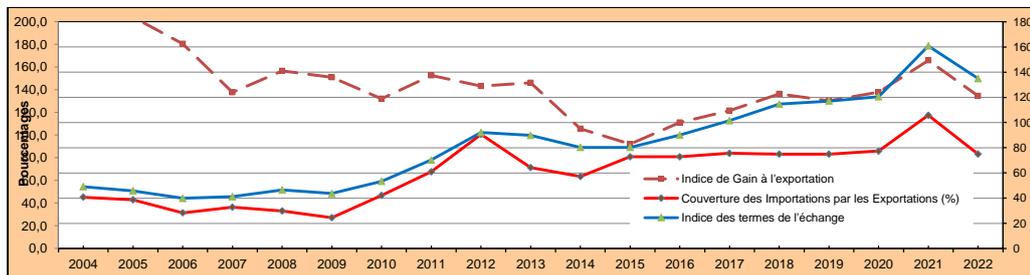
- Prix des produits importés :

Le premier trimestre 2023 a enregistré toujours la **poursuite de la baisse du cours du pétrole** entamée au troisième trimestre 2022. Le cours du baril de Brent s'est situé en moyenne à 81,4 dollars au premier trimestre 2023, correspondant à une diminution de 7 dollars (-7,8%) sur le trimestre. De même, comparé à la même période en 2022, la baisse est enregistrée et est de 17,7%. Exprimé en franc FCFA, il est en baisse de 12,6% et de 14,1%, respectivement en rythme trimestriel et en glissement annuel. Le recul du cours du pétrole est lié essentiellement aux craintes d'une récession mondiale et aux incertitudes sur l'équilibre entre l'offre et la demande,

Source : MINEFID / D.G.E.P.

INDICES DU COMMERCE EXTERIEUR

TERMES DE L'ECHANGE Base 100 = 2007	12 2018	12 2019	12 2020	12 2021	12 2022	Var. 2022	
						Var./2021	Var./2020
Indice prix à l'exportation(138,8	146,4	188,8	208,3	214,5	3,0%	13,6%
Indice prix à l'importation	131,1	133,7	127,3	138,2	188,8	36,6%	48,3%
Indice des termes de l'échange	130,1	133,9	178,8	163,7	149,9	-8,4%	-16,1%
Indice de gain à l'exportation	117,2	124,1	149,3	120,5	121,2	0,6%	-18,8%
Couverture des Importations par les Exportations (%)	74,9	77,3	105,8	74,9	74,9	0,0%	-29,2%



Le taux de couverture des exportations par les importations a eu une allure tendancielle croissante depuis 2007. Il a progressé de 24,5% en décembre 2009 pour s'établir à 102,3% en 2012, année d'établissement de son premier pic dont l'évolution est en relation avec le boom minier. Depuis lors, le taux de couverture a oscillé autour de cette tendance pour atteindre un nouveau pic de 105,8% en décembre 2021 toujours en lien avec l'expansion minière.

Source : MINEFID / INSD

Définitions et abréviations

BCEAO :	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
DGEP :	Direction Générale de l'Economie et de la Planification
DGESS :	Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles
DGTCP :	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
ENEC :	Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel
Est. :	Estimation
IHPC :	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INSD :	Institut National de la Statistique et de la Démographie
MAAH :	Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques
MINEFID :	Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement
MRAH :	Ministère des Ressources Animales et Halieutiques
Prov. :	Données provisoires
SONAGESS :	SOCIÉTÉ NATIONALE de GÉSTION du Stock de Sécurité alimentaire
TOFE :	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA :	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

Elevage:

On entend de certains termes les définitions suivantes :

- taureau : bovin mâle de plus de trois ans,
- bélier : ovin mâle entier de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes,
- bouc : caprin mâle de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes.

Les marchés de référence sont :

- marché de production : Béna (province des Banwas, région de la Boucle du Mouhoun), To et Yilou
- marché d'exportation : Pouytenga (province du Kouritenga, région du Centre – Est), Fada N'Gourma et Bobo Colma.

Les données sur les prix des animaux sont collectées tous les jours de marché par des enquêteurs du dispositif du système d'information sur les marchés à bétail (SIM bétail).

Les effectifs du cheptel sont les résultats de deux enquêtes nationales réalisées respectivement en 1990 et en 2003 et

Monnaie:

Les disponibilités monétaires (M1), correspondent à une notion étroite de la monnaie. Elles comprennent la monnaie fiduciaire qui est composée des billets et pièces émis par l'agence nationale de la BCEAO pour le Burkina Faso, desquels on déduit les encaisses du Trésor et des banques, et la monnaie scripturale qui correspond aux soldes créditeurs des comptes de dépôts à vue en francs CFA ouverts au nom des particuliers et entreprises dans les banques, à la BCEAO et auprès des centres de chèques postaux. La monnaie au sens large (M2) comprend en plus de M1, les avoirs sous forme de bons de caisse, comptes à terme et autres comptes d'épargne gérés par les banques pour le compte des agents économiques.

Le ratio M1/PIB exprime le taux de liquidité de l'économie, tandis que le ratio M2/PIB, est appelé "profondeur financière". En effet, la qualité de l'intermédiation financière et les écarts entre les agents à capacité de financement et ceux à besoin de financement peuvent être appréhendés par un indicateur comme M2/PIB. Il évolue souvent dans le même sens que le taux de liquidité mais à un niveau plus élevé.

Commerce extérieur:

L'indice des termes de l'échange (ITE) est l'indice Paasches des prix à l'exportation (IPPE) rapporté à l'indice Paasches des prix à l'importation (IPPI). Si ITE < 100 on dit qu'il y a détérioration des termes de l'échange: ce qui signifie qu'il faudra exporter plus pour pouvoir payer une même quantité de produits étrangers achetés auparavant. Si ITE > 100 on dit qu'il y a amélioration des termes de l'échange : c'est à dire qu'une même quantité de produits nationaux permet maintenant d'acquérir une quantité plus importante de produits étrangers.

L'indice de gain à l'exportation (IGE) est égal à l'indice des termes de l'échange (ITE) rapporté à l'indice Laspeyres de volume

Soldes d'opinions:

Les soldes d'opinions sont des indicateurs de perception des chefs d'entreprises, obtenus en faisant la différence entre la proportion de répondants ayant exprimé une opinion positive (hausse) et la proportion de répondants ayant exprimé une

Moyenne quinquennale:

Pour les comparaisons aux trimestres des cinq dernières années, la moyenne quinquennale d'un trimestre i est obtenue en calculant la moyenne des cinq trimestres i des années considérées. Ainsi pour une année n, le taux de croissance du trimestre i par rapport aux cinq dernières années s'obtient par la formule:

$$\text{ou } X_{n,i} \text{ représente la valeur de X au trimestre i de l'année n.} \quad \frac{\sum_{k=1}^5 X_{n-k,i}}{X_{n,i}}$$

Crédit des contributions

<i>NOM, Prénoms</i>	<i>Tâches</i>	<i>Structures</i>
RAMDE, B. François KABORE, Barbi NIANGAO, Issaka	Coordonnateurs généraux	INSD
KABORE, Barbi	Indice harmonisé des prix à la consommation	INSD
TASSEMBEDO Mathieu	Prix des produits de l'élevage	DGESS/MRAH
ZANGO/ZEBA Salimata	Prix des produits agricoles	SONAGESS
PODA Ansonibè	Soldes d'opinions	INSD
SOME, Sankar Placide	Indice harmonisé de la production industrielle	INSD
TASSEMBEDO Mathieu	Production de l'élevage	DGESS/MRAH
ZANGO/ZEBA Salimata	Production de l'agriculture	SONAGESS
OUEDRAOGO Mahamadi BASSOLE, Wilfried Gustave	Finances publiques	DGESS/MINEFID DGTCP DGTCP
TRAORE, Sibiri	Situation monétaire	BCEAO
TRAORE, Sibiri	Secteur extérieur (Balance des paiements)	BCEAO
SARA Karim	Secteur extérieur (Export - Import)	INSD
TOUGMA, Jean Gabriel SAWADOGO P. Dieudonné NEYA Ferdinand	Secteur extérieur (Cours des matières premières) Comptes nationaux trimestriels	DGEP INSD